

Séminaire international

Migrations et développement : une dynamique Sud / Sud / Nord

récit, textes & débats



SOMMAIRE

Préambule	3
Carnet de route	
Deux jours dans le sud marocain	4
Séminaire international : synthèses	
Propos introductifs	20
Interventions de cadrage	22
Cases à témoignages	31
Réactions de témoins extérieurs	32
Tables-rondes	35
Ateliers thématiques	46
Conclusion	54
Idée d'espoir (<i>slam</i>)	55

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet « Associations migrantes, associations villageoises : une mise en réseau pour un développement local et solidaire au Maroc » porté par les associations IDD, IFAD/FMAS et Touya pour l'action féminine.

Coodination, rédaction, photographies et composition graphique : Raphaël Mège. Avec la participation d'Abdallah Zniber (IDD), de Christiane Dardé (IFAD) et des membres des associations.

Préambule

La rencontre internationale d'Agadir organisée du 13 au 16 janvier 2011 a été une étape importante dans le processus mené depuis plus d'une année par les membres du consortium associatif composé du réseau IDD, du IFAD/FMAS et de l'association Touya pour l'action féminine, dans le cadre du projet fédérateur « Associations migrantes, associations villageoises : une mise en réseau pour un développement local et solidaire au Maroc ». Ce projet vise le renforcement des capacités et la mise en réseau des acteurs du développement local et solidaire, la consolidation des liens de partenariat et la diffusion des bonnes pratiques entre les associations issues de l'immigration marocaine en France, les associations villageoises partenaires du réseau IDD au Maroc, avec une dimension Sud / Sud / Nord de création de liens avec les associations et les collectivités locales subsahariennes (maliennes, sénégalaises, mauritaniennes).

Ce projet s'inscrit dans l'Initiative Conjointe de la Commission européenne et des Nations unies pour la Migration et le Développement (ICMD) lancée au niveau mondial.

Plusieurs activités ont été réalisées. Au Maroc, une formation-action d'une durée d'une année a été pilotée par l'IFAD (Institut de Formation des Agents de Développement) à Rabat, au profit des membres des associations villageoises partenaires du réseau IDD. Des séminaires régionaux regroupant ces associations villageoises et les collectivités locales partenaires ont eu lieu dans trois pôles : au sud, au nord-est et au centre du Maroc. Ces rencontres ont été couronnées par un séminaire national à Mehdia. Ces différents temps ont permis d'engager des échanges approfondis entre acteurs migrants et villageois autour des questions de mise en réseau, de développement local et de partenariat avec les collectivités rurales et territoriales.

En France, le réseau IDD a organisé en novembre 2009 un Forum du développement solidaire à Paris, des réunions en région parisienne et au nord-est de la France. Enfin, une rencontre inter-diaspora a été organisée le 20 novembre 2010 à Paris dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, dont l'objectif était de réfléchir, à partir d'exemples de projets de développement, sur les pratiques en tant qu'associations issues de l'immigration et associations de solidarité internationale, et de favoriser le rapprochement et les liens entre les différentes initiatives et projets portés par les migrants en France et les structures associatives partenaires au Sud.

La rencontre internationale d'Agadir a été une étape importante dans ce processus. Elle s'est déroulée en deux temps : une visite des associations partenaires du réseau IDD dans la région d'Agadir les 13 et 14 janvier 2011. C'était un moment fort d'échanges, de retrouvailles et d'amitié, mêlant acteurs associatifs de France, du Maroc, du Sénégal, du Mali et de Mauritanie, habitants des villages, élus locaux et quelques chercheurs universitaires. Avec sa belle plume et sa sensibilité, Raphaël Mège reflète la densité humaine de cette visite dans la première partie du document, intitulée « Carnet de route ».

Le deuxième temps s'est déroulé à Agadir du 15 au 16 janvier 2011, avec l'apport de tous ces acteurs rejoints par d'autres, pour une réflexion sur cette dynamique Sud / Sud / Nord et l'apport des migrants au développement solidaire. La seconde partie du document rend compte de la richesse des différentes interventions, aussi bien dans le cadre des tables-rondes que dans les ateliers thématiques. Le document que vous avez entre les mains est le fruit de cette belle aventure humaine qui associe l'action à la réflexion, et met en lumière la nécessité de renforcer les échanges et les liens entre les acteurs des sociétés civiles du Nord comme du Sud.

carnet de route

Deux jours dans le sud marocain

La rencontre internationale « Migrations et développement : quelle dynamique Sud/Sud/Nord ? » s'est ouverte par des visites de terrain qui ont plongé les participants venus de France, du Mali, du Maroc et du Sénégal au cœur de la réalité des villages du Sud du Maroc, et du travail de fond accompli sur place par les associations villageoises. Ces visites, qui se sont étalées sur deux jours aussi intenses que vite écoulés, nous ont mené-e-s à Bouizakarne, Timoulay puis Aït Herbil – avec un détour touristique par Amtoudi. Deux journées qui ont tout autant été la découverte d'une région longtemps délaissée par l'Etat, riche de ses habitants et de leurs initiatives, qu'un outil de connaissance et de respect de l'Autre, dans le respect des différences et des apports de chacun à la construction de sociétés plus justes et solidaires.

Chaque étape offrit un mélange de réflexions et de sensations... un concentré d'humanité. Ce carnet de voyage restitue dans leur densité ces moments vécus dans les villages, mais aussi sur la route, dans un car lui-même multiculturel...





Emmener une soixantaine de personnes originaires de différents pays, représentant différentes cultures, porteuses de différentes expériences et pratiques, dans des lieux parmi les plus oubliés du Maroc, n'est pas une affaire banale.

C'est à Agadir que tout a commencé, un matin de janvier.

Deux bus, un programme chargé, et dès le départ un mélange de fatigue et de fébrilité.

Ce périple est celui d'une double étrangeté : nous ne nous connaissons pas encore pour certains, et nous allons au-devant d'une région qui nous est encore inconnue. Bientôt, cette double ignorance ne sera plus. Pour le moment, nous l'abordons avec envie et curiosité mais aussi, au fond de chacun de nous, avec des a priori qui ne demandent qu'à être ébranlés et dépassés.

Le bus, c'est un espace clos dans lequel chacun cherche sa place, qui de manière solitaire, qui au côté d'une présence familière : la rencontre n'y est pas spontanée, et le bus n'étant pas plein, des vides maintiennent les distances. Mais nous savons que ceci est provisoire... Bientôt cette micro-société va s'animer de discussions tous azimuts, d'interpellations verbales, de rires.

Bientôt, cette micro-société va s'animer de discussions tous azimuts

Pour l'instant, c'est Agadir qui défile sous nos yeux. L'urbanisation a gagné du terrain ces dernières années. A travers les vitres du bus, nous entrevoyons cette ville en expansion, dont les constructions récentes ou en cours mangent un espace longtemps resté vierge. Nous avons l'impression de ne jamais quitter cette ville, rebondissant de rond-point en rond-point, cernés d'immeubles immaculés qui attendent le vacancier. Voilà qui risque de stimuler les cours de l'immobilier, pour le plus grand bien des promoteurs...

Alors qu'enfin la ville s'évanouit, et que notre soif de visions plus « authentiques » peut commencer à s'étancher, Abdallah Zniber, coordinateur d'IDD, se mue en animateur. Muni d'un micro, il nous propose un exercice dans lequel on se lance généralement à reculons, car il nous arrache à nos méditations pensives ou à nos discussions bilatérales, et nous oblige à surmonter la retenue qui nous empêche souvent de livrer un peu de nous-mêmes en public. Un exercice pourtant très utile, car à son terme la glace sera définitivement rompue, et la curiosité de l'autre aiguisée.

Membres du réseau IDD et des associations impliquées dans le projet fédérateur, élus locaux du Maroc et du Sénégal, militants de partout... Chacun retrace en quelques mots le chemin qui l'a mené jusqu'ici, dans ce pays, ce bus, cette mission. Exprime ses attentes, livre déjà quelques réflexions. Et progressivement, les personnalités se dessinent, les distances rétrécissent, les chemins se rejoignent.

Première halte à Tiznit. A la faveur d'une courte pause café, les groupes du départ se défont et l'on commence à engager la discussion avec les autres participants, en partant des paroles entendues dans les bus.



L'Espace Sud

L'espace Sud a été créé en juin 2002. Il a pour thèmes d'intervention les droits de l'Homme, la démocratie, la sensibilisation des citoyens. Il est devenu un réseau en 2006, regroupant 2 communes rurales, 3 communes urbaines et 14 associations. Son action se concentre sur le renforcement des capacités des acteurs locaux, la concertation et le réseautage, la communication interassociative, l'échange d'expériences entre acteurs locaux, la promotion du rôle de la femme, le soutien aux initiatives individuelles et collectives de développement.

Un certain nombre de valeurs sont primordiales pour l'Espace Sud, parmi lesquelles les droits de l'Homme, l'égalité entre les sexes et les cultures, le concept de démocratie, la lutte contre la culture de l'assistanat et de l'attentisme, l'indépendance. Son action repose sur une méthodologie de travail favorisant la concertation, la participation, l'échange, l'appropriation des résultats et la bonne gouvernance.

L'Espace Sud anime des projets autour des enfants, des jeunes et des femmes, et des actions de plaidoyer au service d'objectifs locaux de développement.

Avec ses partenaires, il a réalisé un Forum social local en 2004, un collectif associatif pour l'observation des élections régionales en 2007, ou encore une convention de partenariat avec la délégation provinciale de l'éducation nationale en 2008. Plus récemment, l'Espace Sud a proposé aux acteurs associatifs des formations sur l'approche participative, la gestion administrative et financière associative, le montage et le cycle de projets. Avec les faibles moyens dont il dispose, il a contribué à l'amélioration des compétences locales de manière autonome. Mais s'il s'efforce de « renouveler les énergies et les synergies dans la région », l'Espace Sud butte sur certaines difficultés et contraintes : le manque d'interlocuteur public au niveau régional, les problèmes de communication en milieu rural, mais aussi ce qu'il vit comme un recul des valeurs de bénévolat et de volontariat dans les associations.

<http://espacesud.blogspot.com>

Quand nous repartons, la chaleur monte d'un cran, au dehors autant que dans le bus. Sortis de Tiznit, le paysage change. Nous longeons maintenant l'Anti-Atlas. Le paysage, sublime, et la route, qui enfile les lacets, contribuent à stimuler l'ambiance, qui se détend de minute en minute.

Les participants détaillent leurs activités, qui couvrent un grand nombre de domaines, de l'électricité à l'adduction d'eau, en passant par l'éducation et le commerce équitable. Leurs présentations sont ballottées par cette route de montagne qui serpente parmi des paysages somptueux et changeants, mélange d'ocre et de verts, où l'arganier est roi.

Tandis que nous approchons de notre première étape, les montagnes deviennent une silhouette plus lointaine, presque protectrice, en même temps que le sol devient plus sec et la végétation plus rase.

C'est aussi, peu avant Bouizakarne, notre premier contrôle policier : le Sahara n'est plus si loin... Que viennent chercher par ici ces visiteurs venus de par-tout ? Nous pouvons repartir, et voici les premières maisons de Bouizakarne, petite ville de la province de Guelmim (région de Guelmim-Es Smara).

Comme un rêve, une construction est en train de se faire

Les membres de l'Espace Sud nous accueillent dans les locaux de la maison de la culture. Ce sont d'abord profusion de thé et pâtisseries, puis l'on rejoint la salle où Latif Mortajine, président d'IDD, lance formellement la mission devant une assemblée où – cela nous frappe – figurent en nombre femmes et jeunes.

A la tribune, Latif souligne l'importance d'organiser des rencontres sur le terrain, dans les lieux mêmes où se passe l'action. Il aborde d'emblée un point important, à savoir le fait que les carences de l'Etat dans ces régions est pallié, avec de faibles moyens pourtant, par les associations. Christiane Dardé, responsable de la formation-action à l'IFAD, renchérit en expliquant qu'ici, comme un rêve, une construction est en train de se faire mais que, à l'instar de ce qu'ont fait auparavant les organisations de producteurs dans le sud du Sénégal, il ne faut savoir « compter que sur nos propres forces ».



Lahoucine Hamiki, représentant de l'Espace Sud, intervient dans la foulée pour dire son bonheur d'accueillir pour la première fois, dans cette salle où nous nous trouvons, une délégation d'associations de France, du Maroc et d'Afrique subsaharienne : c'est pour lui « une idée de rêve qui se réalise ». Mais c'est aussi, très concrètement, l'opportunité de « partager des expériences et de créer des ponts entre nos pays ».

Samira semble symboliser à la fois la pertinence de la formation-action et sa réussite

Ces présentations faites, Samira, de l'association Oued-Maït, s'avance au micro. S'ouvre alors un moment d'une grande force émotionnelle. Cette jeune femme a été l'une des participantes de la formation-action dispensée dans le cadre du projet fédérateur. Très timide, d'après de nombreux témoignages, quand elle est rentrée dans la formation-action, personne n'aurait imaginé qu'elle puisse se livrer à cet exercice à peine plus d'un an après. C'est pourtant ce qu'elle fait aujourd'hui, sans réserve et avec détermination. A elle seule, elle semble symboliser à la fois la pertinence de la formation-action et sa réussite. Samira est désormais un élément moteur de son association.

Abdollah Badou, secrétaire général de l'Espace Sud, conclut ce premier volet des échanges en expliquant que l'action associative dans le Sud du Maroc est caractérisée par « une grande richesse, malgré les contraintes »...

D'intéressantes prises de parole se font entendre ensuite, qui concrétisent ce souhait de voir des passerelles se construire entre les pays, entre les cultures. C'est d'abord Alliatte Chiahou, membre de l'association Racines et horizons (France), qui se réjouit de voir tout ce monde réuni dans sa ville natale, et estime très importante la jonction ainsi opérée entre l'ensemble des partenaires. Badara N'Diaye, d'ENDA (Sénégal), évoque les ponts qui pourraient être dressés entre les deux pays, en particulier s'agissant des groupes et associations de femmes. Salifou Konaré, maire de la commune de Ségala (Mali) relève lui aussi des similitudes avec les communes rurales de son pays, et appelle à l'implication de tous, les associations devant aller au-devant des élus qui sont aussi, peut-être plus qu'en milieu urbain, des « acteurs du développement » : il y a là, selon lui, une « synergie d'actions nécessaire ».

Plusieurs associations viennent se présenter : l'Espace Sud, et deux de ses membres, l'association Lagrara pour la culture et le patrimoine hassani et l'association Oued Maït pour le développement.



accueil...



... et prises de parole



à Bouizakarne



L'association Oued Maït pour le développement

Créée en 1998, Oued Maït consacre son action à l'accès aux besoins essentiels : hier l'électricité, aujourd'hui l'eau potable. Plus globalement, elle s'intéresse au développement économique, social et culturel, en coopération avec les autorités de la région, ce qui l'amène également à s'intéresser à la protection de l'environnement.

La formation-action a eu un impact important tant pour l'association que pour le futur des villageois, dans un contexte où seul le milieu urbain est l'objet des attentions du pouvoir. Dans la foulée, l'association souligne que ce qui importe, c'est qu'interviennent des changements pour les femmes et pour les enfants – un enjeu pour toute l'Afrique. Cela passe avant toute chose par la lutte contre l'analphabétisme. « Les livres ne s'ouvrent plus, la télé a tout rendu esclave ». Le grand défi, c'est que la société puisse se développer, mais à sa façon.

<http://ouedmaït.blogspot.com>

Le travail des associations villageoises marocaines suscite également des interrogations : sur la concertation des migrants résidant en France dans le choix des projets, sur la nature des acteurs réellement impliqués, sur l'évaluation interne et externe, sur la médiatisation des actions. L'émigration est elle aussi interrogée, quant à sa vitalité et ses conséquences sur les familles (évolution du rôle des femmes, travail des enfants)...

Pas de doute : la rencontre est bel et bien lancée, mélangeant relations amicales et interrogations de fond dans une curiosité partagée. Latif souligne le bienfait de ces interrogations et reprend certaines des questions soulevées : un combat pour l'égalité culturelle et linguistique toujours d'actualité, la protection de l'environnement « maillon faible » des projets de solidarité... Au plan médiatique, il regrette la « modestie » des militants par rapport à l'ampleur de la « tâche accomplie ».

Abdollah Badou reprend le micro pour rappeler que pendant longtemps, la pauvreté n'était pas reconnue au Maroc. Difficile, dans ce contexte, de compter sur l'appui de l'Etat... difficile aussi de lutter contre le départ à l'étranger d'hommes en quête de meilleure fortune.

Paradoxalement, c'est peut-être cette situation qui a permis aux femmes d'amorcer leur émancipation. Ainsi, Samira et les autres jeunes femmes qui ont constitué la moitié des stagiaires de la formation-action, ont sérieusement « bousculé la

culture locale » et symbolisent le défi à relever par la femme marocaine. Une réussite qu'il faut consolider, mais qui est à mettre au crédit des associations villageoises. Christiane Dardé et Abdallah Zniber, en guise de mot de la fin, engagent chacun à profiter des expériences des uns et des autres, et suggèrent l'élaboration d'un programme d'action commun aux différents pays pour la mise en œuvre de formations.

Il fait chaud quand nous sortons de la maison de la culture. Le soleil est haut et, que l'on vienne de Paris, Nancy, Rabat ou Al Hoceima, c'est une sorte de trêve au cœur d'un hiver particulièrement rigoureux. bercés par la douceur ambiante, nous avons le plus grand mal à traverser la place pour nous diriger vers les locaux de la municipalité où un déjeuner

L'association Lagrara pour la culture et le patrimoine hassani

L'association Lagrara a pour rayon d'action la province de Guelmim. Elle poursuit cinq objectifs : la participation à l'animation de la vie locale et culturelle ; la valorisation du patrimoine hassani ; un développement impliquant les habitants, les institutions, les organisations nationales et internationales ; l'encadrement de la société et la préparation des citoyens à œuvrer dans les différents aspects de la vie ; la réalisation d'œuvres sociales. Pour l'association, le patrimoine hassani n'est pas vécu comme un folklore. Il représente d'abord un droit humain qui forge l'identité culturelle des Hassani et contribue à la diversité culturelle locale.

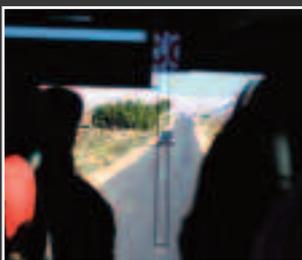
Maintenir vivante cette culture, dont le volet oral est très important, est perçu comme une nécessité. En effet, avec la sédentarisation et l'entrée des enfants à l'école, d'autres influences interviennent, qui rendent compliquée la conservation de la culture hassani.

Parmi les actions réalisées, l'association Lagrara a distribué du matériel scolaire, proposé des journées médicales, animé des festivals culturels, organisé des ateliers et tables-rondes, des sorties ludiques...

La formation-action délivrée par l'IFAD dans le cadre du projet fédérateur commence à être mise en pratique de manière concrète et constitue un véritable enrichissement pour l'association.

L'association travaille actuellement sur la création d'une bibliothèque culturelle à Bouizakarne.





en chemin pour Timoulay

nous attend. Stimulés par les échanges qui viennent d'avoir lieu, ou simplement heureux de retrouver des connaissances, les participants forment de petits groupes et, sourds à l'appel du tajine, continuent leurs discussions.

C'est la photo collective qui aura finalement raison de ces apartés, et permettra au groupe de se reconstituer, juste avant de déguster le repas cuisiné par une coopérative de femmes.

Le programme accuse déjà un sérieux retard de trois heures quand nous nous arrachons à nos tables pour regagner les bus. Notre prochaine étape sera Timoulay, toujours dans la province de Guelmim, à une quinzaine de kilomètres plus à l'est. La chaleur a tout envahi, les tenues vestimentaires commencent à s'alléger de façon notoire.

C'est une vision hallucinatoire qu'offre le débarquement de notre groupe

La route est droite et les voitures y sont rares. Devant nous, à gauche et à droite, les montagnes aux formes douces et plissées enserrent une terre de plus en plus sèche d'où émergent des touffes de végétation rase et quelques bouquets d'arganiers. A l'heure de la digestion, l'atmosphère dans les bus est calme, à peine troublée par quelques discussions discrètes.

L'approche de Timoulay nous est signalée par une petite palmeraie aux portes du village, qui se dessine au loin. Cette palmeraie est en partie gérée par l'association qui nous reçoit aujourd'hui, qui est pour elle une source de revenus.

C'est sans doute une vision hallucinatoire qu'offre le débarquement de notre groupe pluri-ethnique, entre sol rocailleux et ciel d'un bleu intense. La population du village ne nous apparaît pas immédiatement, hormis quelques enfants perchés sur des vélos. En nous enfonçant dans le village, nous entendons l'écho d'une musique festive et finissons par apercevoir un groupe de personnes qui nous attendent devant le siège de la bibliothèque rurale de l'association Timoulay Izder.

Surprise : seuls les hommes et les garçons sont réellement visibles. Le sexe féminin, toutes générations confondues, reste à l'écart le long des maisons du village, et nous observe de loin. Au moins, pour une fois, ce sont nous les drôles d'animaux que l'on regarde avec étonnement...

Les femmes sont donc absentes de cette fête d'accueil qui se fait néanmoins extrêmement chaleureuse. Ce doit être un événement assez sidérant pour les villageois de voir arriver tous ces visiteurs, fraîchement descendus de leur bus : une délégation aussi nombreuse et aussi plurielle est un accroc au quotidien. Il faut être à la hauteur, non



des attentes (car quelles attentes pouvons-nous représenter dans un temps aussi limité ?), mais de l'honneur qui nous est fait d'être ainsi reçus. Mais pas de crainte à avoir : notre groupe est à l'abri de toute approche paternaliste ou folklorique. Nous nous laissons simplement charmer par la beauté ambiante, qui se manifeste dans l'environnement aussi bien que dans les gestes, la musique, une façon incroyable d'inclure directement le visiteur dans une réalité à mille lieues de la sienne.

Danses et musique sont donc l'introduction de la rencontre qui va suivre. Une entrée en matière que l'on ne peut qu'apprécier... mais qui n'arrange pas notre emploi du temps bien garni.

Place aux échanges dans la salle de réunion de la bibliothèque...

Abdallah Zniber profite de la circonstance pour revenir sur l'importance d'espaces tels que les bibliothèques rurales – dont celle de Timoulay, créée il y a dix ans, est l'une des plus anciennes. Si elles n'étaient que des bibliothèques, ce serait déjà beaucoup. Mais elles sont aussi, vraiment, autre chose : espaces de vie, lieux de rencontres, avec une ouverture au niveau national pour des séminaires et des rencontres – et jusqu'à l'international, d'où la portée symbolique de la venue de personnes originaires d'autres pays.

Plusieurs participants tiennent ensuite à réagir, avec leur propre expérience. Salifou Konaré, tout en étant impressionné par le travail accompli avec des moyens limités, s'interroge néanmoins sur la pertinence, pour des associations, de gérer de tels projets, quand au Mali les associations poussent les collectivités à les prendre en mains dans la mesure où cela relève de leurs compétences – quitte à agir à leur place si elles n'agissent pas. Pour sa part, Jeanne explique qu'au Rwanda, son pays d'origine, chaque habitant donne une heure par semaine à la collectivité, ce qui, au-delà de l'engagement de chacun pour le bien collectif, a aussi une valeur éducative : ainsi, cite-t-elle en exemple, des enfants qui passent une heure de leur journée de samedi à ramasser des déchets, deviennent d'autant plus attentifs au respect de leur environnement.

L'association Timoulay Izder

C'est le contexte de grande pauvreté et de service public globalement défaillant qui a conduit à la création de l'association Timoulay Izder.

La bibliothèque rurale est sa réalisation la plus emblématique. C'est en effet le seul établissement culturel de la commune, aussi bien lieu d'accueil des élèves (plus de 400) et des femmes (plus de 100), que lieu de rencontre, de découverte, de loisirs pour tous les villageois. Son président la qualifie de « Maison de village », en ce sens qu'elle est ouverte à tous, tant pour suivre des activités que pour les animer, puisque la bibliothèque repose sur le bénévolat. L'association a également mené à bien des projets d'accès à l'eau potable pour 465 foyers, de développement des ressources humaines par la formation, d'activités pour les enfants et les jeunes (sports, soutien scolaire, culture...) ainsi que pour les femmes et les filles (alphabétisation, cours de français...), de sensibilisation à l'environnement (ramassage des déchets ménagers, entretien des canaux d'irrigation de la palmeraie...), etc.

Un certain nombre de difficultés ont jalonné ces réalisations, notamment la démission grandissante des élus locaux et une méfiance vis-à-vis des autorités locales, un milieu social conservateur défavorable aux femmes, un taux d'analphabétisme toujours élevé (autour de 55 %), des ressources humaines qualifiées en nombre insuffisant...

Les projets de l'association ne manquent pas pour l'avenir. Ceux-ci sont principalement axés sur la mise en place d'un club féminin, la création d'un jardin d'enfants, des formations, la plantation d'oliviers ou encore la collecte des déchets ménagers.

<http://timoulay-online.blogspot.com>





Mohamed Marzouki, de la Fédération des Associations de Figuig Maroc-France, établit un parallèle avec Figuig, où la situation est similaire en de nombreux points, et où d'autres réponses ont été mises en œuvre, notamment pour la gestion des déchets.

Rahmatouca Sow Dieye, directrice du cabinet technique du Maire de Dakar, entend bien quant à elle remettre sur la table la question de la femme, qui lui paraît rester en friche alors que son rôle est essentiel pour le développement. Elle déplore le confinement des femmes et implore qu'on leur fasse

davantage confiance. Chadia Arab, de l'association Crépuscule, renchérit sur cette question, estimant que pour commencer, une place doit être faite aux femmes au sein des associations en France comme au Maroc. L'exemple du projet fédérateur, qui imposait au forceps la participation d'une moitié de femmes à la formation-action, montre que ce pari peut réussir pour peu que l'on soit volontariste, chacun dans son environnement.

L'une des principales questions qui se pose aujourd'hui à l'association est celle des ressources, articulée à la question migratoire. Pendant un certain temps, IDD contribuait au financement d'un poste d'animateur pour la bibliothèque. Il n'y a plus d'animateur aujourd'hui, ce qui nuit à la bonne gestion de la structure – laquelle, en accès libre, ne

peut pas non plus compter sur une participation des bénéficiaires. Le président de l'association explique qu'en outre, pendant longtemps, la plupart des familles du village comptait au moins un membre en Europe.

La dimension festive ne doit jamais être séparée des questions de solidarité

Leur apport a été fort et décisif pour le développement du village et, une fois retraités, certains sont rentrés à Timoulay où ils continuent à leur façon d'aider le village. En revanche, on entrevoit une évolution du côté de la nouvelle génération de migrants, moins tournée vers la terre natale. Un changement difficile à intégrer pour le village, mais peut-on le leur reprocher ? Nous entrons là dans l'un des nombreux débats ouverts par la réflexion croisée sur le thème « migrations et développement ».

Chadia Arab en profite pour rendre hommage aux « fatigués du développement », ces migrants qui, depuis leur exil français (ou autre) ont tout donné pour leur village d'origine : étaient-ils obligés de le faire ? Par la pression familiale, oui, probablement, mais moralement la question de ce sacrifice mérite d'être posée. Une certitude : ce rôle à la fois précieux et ambigu a souvent entravé une « relation saine » avec le village d'origine.

Aujourd'hui, la commune est considérée au Maroc comme l'unité de base du développement. L'une des clés se trouverait donc dans les plans communaux de développement que les présidents de communes sont chargés par l'Etat d'élaborer...



derniers instants à Timoulay





Amtoudi se laisse désirer...



... mais sa découverte dépasse nos attentes



Mais cela reste inaccessible pour un grand nombre d'entre eux. Cependant Mohamed Ahlibou, formateur à l'IFAD dans le cadre de la formation-action, relève l'importance et la pertinence de l'axe communal pour tout développement, tandis que Christiane Dardé insiste sur le rôle complémentaire des associations et des collectivités – qui devient une question fondamentale au Maroc et l'un des défis de l'association Timoulay.

Cette deuxième rencontre avec une association villageoise s'achève par un buffet particulièrement fourni autour duquel les échanges continuent allègrement, tandis qu'au dehors la musique et les danses reprennent possession de l'espace. Des bouquets de fleurs et de basilic circulent de main en main, emplissant l'air de leur parfum pénétrant. La dimension festive ne doit jamais être séparée des questions de développement et de solidarité. Un point qui semble réunir tout le monde, villageois et visiteurs...

L'atmosphère devient poétique et prenante à mesure que le jour s'efface et que les ombres de la nuit apparaissent. C'est avec un pincement au cœur que nous finissons par nous arracher au village de Timoulay, qui symbolise bien la prise en main par les villageois de leur destin collectif, en l'absence de pouvoirs publics efficaces – pour ne pas dire concernés. Tout le village semble nous escorter jusqu'aux bus, les enfants s'agitent par grappes autour de nous.

Avec la nuit vient la fraîcheur, et les bus nous accueillent comme des cocons. L'ambiance y a encore changé, nourrie et transformée par les deux visites de la journée, et par les émotions engrangées tout au long de cette journée décidément loin du quotidien.

La route jusqu'à Amtoudi, où nous dormirons ce soir, est encore longue, et non dénuée de surprises. A notre arrivée, nous aurons un retard assez important par rapport à l'horaire prévu sur le papier. Pour autant chacun s'accommode avec souplesse de ces variantes, qui ne sont qu'un détail dans l'océan de découvertes et de sentiments dans lequel nous sommes à présent immergés. Les conversations ont repris de plus belle dans le bus. Elles couvrent tout un éventail de registres : réflexions sur la place des femmes ou sur notre complexe d'occidental accueilli royalement sans l'avoir forcément mérité, blagues marocaines, espoirs et visions d'avenir, etc. Certains, harassés, se sont endormis.

Les amandiers sont en fleur, deux mois plus tôt que la normale. Réchauffement climatique ?

Autour de nous, la nuit est noire, sans lumière artificielle, laissant une lune claire et un ciel scintillant d'étoiles très lumineuses occuper la plus grande partie de la scène, au-dessus de l'Anti-Atlas dont nous n'apercevons que la silhouette sombre à peine percée, de temps à autre, par les petites lumières de quelques villages éloignés.

Soudain le bus doit s'arrêter. Il fallait bien qu'une péripétie émaille ce voyage. Celle-ci est de taille : la route s'interrompt net, complètement affaissée sur une centaine de mètres : des pluies

diluviennes ont emporté récemment le pont qui se trouvait là. Une piste a bien été creusée par les véhicules pour contourner la route par la droite, mais la question est : le grand bus pourra-t-il passer ? Rien ne dit que ce mastodonte y parvienne, ce n'est pas précisément une route droite et plane. La question se pose de continuer à pied, car le village d'Amtoudi ne se trouverait qu'à un petit kilomètre. Tout le monde se retrouve au pied du bus, qui entame sa manœuvre... et, grâce à la dextérité de son chauffeur, parvient à avaler l'obstacle. Nous réembarquons. Après un bon quart d'heure de route, nous comprenons avec quelques frissons qu'Amtoudi n'était pas à un kilomètre...

Arrivés à destination, nous terminons notre route à pied jusqu'à l'auberge qui nous accueille, ce qui suffira à notre bonheur après une telle journée. La nuit est magnifique, nous marchons cernés de montagnes que l'obscurité rend très imposantes. L'arrivée à l'auberge d'Amtoudi, située à flanc de montagne, suscite des exclamations admiratives. Du lieu émane un charme unique, que le tajine du dîner vient parachever en beauté. La journée se clôt sur une présentation historique de la commune et des richesses de la région.

La nuit est froide et s'achève tôt. L'aube nous réserve un spectacle d'une incroyable beauté. Marchant pour rejoindre l'auberge où le petit-déjeuner nous attend, nous sommes ébahis par ce site enserré dans un cortège de montagne aux versants abrupts. Le jour se lève et le spectacle se dévoile peu à peu.





quittant difficilement la belle Amtoudi, nous retrouvons, de jour cette fois, la route défaite

Après avoir découvert l'auberge sous la lumière du jour, où sa beauté se révèle différemment, nous partons pour une balade dans le village, dans un enchaînement de nature sauvage, de montagnes nues et escarpées, de groupes de maisons (dont certaines, tape-à-l'œil, ont été érigées par des émigrés de retour au pays) . . . et d'amandiers en fleurs, deux mois plus tôt que la normale. Réchauffement climatique ? Le phénomène se produit en tout cas pour la troisième année consécutive. Le soleil du matin frappe les montagnes et en fait ressortir tous les reliefs, éclaire les casbahs, découvre les habitations troglodytiques.

Amtoudi est sans conteste un endroit aussi enclavé qu'inoubliable. C'est là le « vrai Maroc », nous dit-on. On entendrait peut-être la même chose en d'autres endroits du pays, mais ici, à cet instant, il est difficile de ne pas en être convaincu. « Il faudrait passer une journée ici », entend-on encore . . . mais nous n'avons qu'une petite heure devant nous, et déjà du retard dans le programme.

Ainsi commence cette deuxième journée, qui va nous mener à Aït Herbil.

Nous reprenons la même route dans l'autre sens, et voyons au grand jour les obstacles de la veille : impressionnant. Aujourd'hui, des dromadaires agrémentent le paysage et le rendent plus . . . typique pour les touristes que nous sommes quand même un peu.

Dans le bus ce matin, de nouveaux binômes se sont formés, et les discussions sont alimentées par les découvertes que nous faisons les uns les autres, les uns des autres. Ici on chante, là on échange sur les pratiques. Puis Barka Fofana, qui représente le GRDR (Mali), lance le débat sur la concertation dans le choix des projets de développement, en s'appuyant sur ce qui se fait au Mali à partir des plans communaux de développement concerté et des fonds de développement, et questionne la place des migrants dans ce processus.

Patrick Gonin, chercheur au laboratoire Migrinter de l'Université de Poitiers, estime que la diversité des acteurs qui interviennent dans les communes rurales – populations, élus, migrants – n'est pas facile à ajuster, mais rappelle aussi que le migrant n'est pas par essence un bailleur de fonds : il subit une pression en l'absence de l'Etat. Et, dit-il, c'est quand vient la question du financement des projets que naissent les tensions avec les migrants et, dès lors que l'instance de concertation ne fonctionne plus, les désaccords se complexifient. Rahmatouca Sow Dieye expose ensuite la façon dont les choses se présentent à Dakar où, dans chacun des 19 arrondissements, un comité consultatif – que chapeaute, au niveau municipal, un conseil consultatif composé d'ONG, syndicats, patrons, personnalités, communautés importantes – donne son avis sur projets, budgets, et assure la transparence des décisions, tout étant ensuite mis à la disposition du public sur Internet.

**Tout le village semble être à nos côtés,
femmes et hommes, enfants, jeunes et vieux**

La discussion n'est pas encore achevée que le bus entre dans le village d'Aït Herbil, dans un nuage de poussière. Nous en sortons pour nous diriger vers une petite esplanade où les femmes, cette fois-ci, sont bien présentes : dans des robes



d'un blanc immaculé, les jeunes filles interprètent des chants d'accueil. Chose inattendue : après avoir serré les mains des hommes du village, nous pouvons les saluer à leur tour. Elles ne sont ni en retrait, ni cachées derrière un voile, mais au contraire comme mises en valeur. En fait, on ne voit et n'entend qu'elles...

Elles nous accompagnent encore quand nous nous dirigeons vers le local de la bibliothèque rurale de l'association Tamount, où doit se dérouler notre troisième rencontre inter-associative. Le chemin rocailleux qui mène au local voit tripler nos effectifs de départ : tout le village semble être à nos côtés, femmes et hommes, enfants, jeunes et vieux, mêlés aux participants, comme un pèlerinage où domine le blanc des costumes traditionnels portés par les femmes et les filles.

Nous sacrifions une nouvelle fois à un accueil fait de montagnes de gâteaux et de flots de café ou de thé, toujours exquis. Certains de notre groupe sont ici chez eux, au propre comme au figuré : Mohamed El Ayoubi retrouve les siens, Abdallah et d'autres d'IDD retrouvent de vieilles connaissances, des personnes avec lesquelles ils travaillent depuis plusieurs années. Le sentiment partagé par tous est d'être reçus en ami-e-s, dans cette petite cour ombragée.

Des enfants entonnent des chants, pendant que les piles de pâtisseries, lentement, diminuent. Puis nous empruntons la porte qui mène vers la salle de bibliothèque proprement dite. Là, des étagères entières sont garnies de livres de tous ordres, pour la plupart envoyés de France, ce qui permet des découvertes un peu décalées : le guide gastronomique Pudlowski 2006, des livres de la Bibliothèque verte et rose avec de petits enfants blonds dessinés en couverture ou encore, trônant en haut d'une étagère, un livre grand ouvert sur une scène de vie urbaine au-dessus duquel, accrochée au mur, une feuille porte l'inscription « Tous pour un avenir meilleur »... qui suscite une furieuse envie de crier qu'un « avenir meilleur » ne passe probablement pas par la reproduction d'un modèle occidental qui néglige à ce point l'Homme et son environnement...

La réunion se tient dans la pièce attenante où, comme à Timoulay, une calligraphie d'Hassan Massoudy veille sur les hôtes. C'est le président de la commune qui, une fois n'est pas coutume,



L'association Tiwizi

Lancée en 2003, l'association est née d'un mouvement informel. Assez rapidement, elle a bénéficié du soutien de la Fondation de France et d'IDD pour l'animation d'un espace culturel et informatique lié à la bibliothèque rurale : l'idée était de favoriser l'accès aux nouvelles technologies pour les jeunes, les étudiants et les femmes en particulier, et de mettre une médiathèque à disposition de l'ensemble de la communauté villageoise.

L'un des objectifs phares de l'association est de lutter contre l'abandon scolaire. Elle a ainsi mis en œuvre une opération baptisée « 80 bicyclettes, 80 fillettes », dont le but était de permettre aux jeunes filles de se rendre à l'école et ainsi de poursuivre leur scolarité. Tiwizi se préoccupe aussi d'écologie, avec le projet « Les jeunes au service de l'environnement ». Elle complète enfin son intervention par des volets culturels (conférences et séminaires sur l'identité amazigh et sur les droits de l'Homme, citoyenneté, éducation, soutien scolaire, etc.) et sportifs. Ces questions sont également prises en compte à travers l'engagement de Tiwizi pour encourager le volontariat chez les jeunes (via sa participation à la plate-forme marocaine du volontariat et l'organisation de chantiers solidaires).

<http://tiwiziimiougadir.blogspot.com>

ouvre la séance. Selon lui, trois questions sont importantes pour le village : la nature et l'environnement, car nous sommes dans une oasis avec, en son cœur, la palmeraie ; la relation commune/ONG, qui n'est pas forcément simple en raison de la différence de rythme des deux acteurs, les associations étant plus rapides dans les décisions et dans l'exécution des projets ; la scolarisation des enfants, axée sur l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, mais qui pose un certain nombre de problèmes en ce que les efforts du gouvernement sont insuffisants et que l'éducation devient un champ commercial. De ce fait, il est important que les ONG continuent à travailler sur cette question.

Cette prise de parole est suivie d'une présentation de l'association Tiwizi.

L'association Attacharouk

C'est dans la ville de Tamanarte qu'Attacharouk a vu le jour en 1994. C'est chronologiquement l'une des premières associations du réseau IDD, et la première à avoir signé sa Charte du développement solidaire.

Ses projets se sont principalement appliqués aux infrastructures agricoles. Outre la palmeraie, l'oasis fournit des fèves, des légumes et du fourrage (culture traditionnelle, biologique). Les futurs projets d'Attacharouk concernent principalement la palmeraie, qui se compose de 9.000 palmiers environ, mais dont la surface diminue constamment (de 340 hectares dans les années 1940, à 175 au début des années 1980 et 112 aujourd'hui) : sa densité est donc d'environ 112 hectares, ce qui est assez faible. Aussi l'enjeu de redynamisation de la palmeraie est-il important. Attacharouk prévoit le réaménagement des canaux d'irrigation, la construction de digues contre les inondations, la replantation de plants de palmiers, et finalement la mise en valeur des dattes. Mais ils touchent aussi l'élevage caprin, qui peut être une source importante de revenus, ainsi que l'assainissement (gros projet pour lequel une recherche de partenaires est en cours).

<http://attacharouk.free.fr>

Pour clore cette présentation, Abdallah souligne qu'ici, à Aït Herbil, le projet de bibliothèque rurale (qui figure parmi les premiers travaillés avec Tamount) a été véritablement adopté par toute la population. La bibliothèque a été réalisée sur un terrain mis à disposition de l'association par la commune, et a été conçue par un architecte militant (lié à l'association Architecture et développement) en concertation avec la population. La bibliothèque a permis la formation de nombreux jeunes, et en premier lieu de son animateur Abderrahmane qui, sans formation initiale, a été l'un des premiers bénéficiaires de l'initiative.

Au-delà du projet en lui-même, qui dénote de la vitalité associative de la région, Abdallah insiste sur la nécessaire remise en cause de l'opposition qui a longtemps prévalu entre un Maroc qualifié d'« utile », et un autre (dans les zones rurales, en particulier du Sud) prétendument « inutile ». Les projets menés ici et ailleurs ébranlent cette discrimination qui puise principalement ses sources dans l'enclavement géographique de ces régions et dans leur identité culturelle différente.

Mohamed El Ayoubi vient à son tour présenter l'association Attacharouk, puis l'association Tamount conclut ce tour d'horizon.

Cette dernière intervention marque la fin de la partie « officielle » de notre périple dans le Sud. Mais heureusement, nous n'en avons pas pour autant fini avec Aït Herbil.

Les projets menés ici ébranlent cette discrimination entre un Maroc qualifié d'« utile » et un autre prétendument « inutile »



fortes émotions à Aït Herbil



Profitant d'un moment libre avant le repas, certaines participantes de notre groupe revêtent le costume traditionnel. Le village étant pluri-culturel, présentant un beau mélange d'Amazighs, d'Arabes et de Sahraouis, les femmes de notre groupe, de la plus blanche à la plus noire, passeraient presque pour des villageoises. . .

La salle qui nous accueille pour le déjeuner réunit tout le monde, villageois et visiteurs et, entre un plat de semoule à l'huile d'olive, le couscous du vendredi et de beaux poulets, le débat continue entre les convives. La question de l'éducation des filles et de la condition de la femme en général est au premier plan des échanges. Le président de la commune, qui n'est pas dans une position facile mais l'assume, semble particulièrement concerné par ces questions, mais admet que l'évolution des mentalités ne se fait pas sans mal. Conclusion (provisoire) : le changement est en marche mais, comme tout changement de fond, partout dans le monde, en théorie davantage que dans les faits.

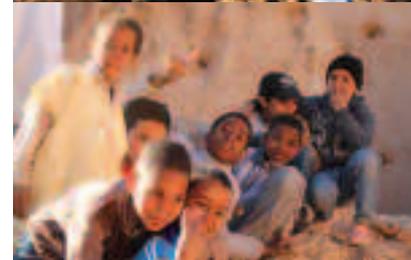
Transition bien vue : au déjeuner succède la visite du club féminin du village, où s'expose et se vend l'artisanat (nappes, vêtements, boîtes tressées, bijoux. . .) produit par les femmes d'Aït Herbil. Si la fonction qui leur est dévolue semble rester très traditionnelle (couture, broderie. . .), il ne faut pas s'y tromper : la vente de leurs travaux génère quelques revenus et peut les positionner comme actrices à part entière du développement de la collectivité, pour laquelle elles sont essentielles.

La visite du club est l'occasion pour certaines (et certains) de se faire tatouer des motifs au henné sur les mains : une belle trace de notre passage ici, mais moins indélébile que nos souvenirs. . .

Nous continuons notre exploration du village en montant vers la kasbah qui surplombe l'oasis. Là encore, toute la communauté se joint à nous, les femmes n'hésitant pas à engager la conversation avec l'*homo occidentalis* (voire à demander les numéros de téléphone de certains d'entre nous !), dans un élan aussi spontané que chaleureux.

Erigée au sommet d'une colline de terre et de rocailles, la kasbah, bien qu'en partie en ruines, est imposante, impressionnante, autant par la force qui s'en dégage que par le panorama à 360 degrés qu'elle offre au visiteur. Un projet de tourisme solidaire est en cours de réflexion pour valoriser ce trésor du patrimoine local, qui pourrait drainer ici un tourisme autre, loin des sentiers battus. Ce site pourrait, pourquoi pas, abriter un gîte ou un musée. Il faudra revenir dans quelques années pour connaître le fin mot de l'histoire.

De là haut, nous voyons le village, mais aussi la palmeraie, grand rectangle végétal dans un décor



L'association Tamount

Créée en 2000, l'association Tamount porte un sous-titre composé de trois mots : rencontre, solidarité, accompagnement.

Ses champs d'action couvrent l'encouragement à la scolarisation et la lutte contre l'analphabétisme, l'éducation à la citoyenneté et la sensibilisation à l'environnement et l'appui au développement durable.

Son approche se fonde sur la participation, le partenariat, la proximité et le genre. Ainsi, la bibliothèque est le centre de gravitation des actions de Tamount, sachant que de nombreuses activités se font en partenariat avec Attacharouk.

Les effets de la formation-action sont déjà visibles à Aït Herbil, avec notamment la création d'une association de jeunes femmes, sous la houlette d'Hakima, la nouvelle présidente de l'association. D'autres perspectives se dessinent : renforcement des capacités locales, projet de charrette de collecte des déchets. . . Et, en 2011, la réalisation d'un chantier solidaire de jeunes avec des Nancéiens et, à plus long terme, un programme de tourisme solidaire de jeunes.

<http://tamounte.blogspot.com>



totaleminéral. C'est vers elle, poumon d'Aït Herbil, que nous redescendons à présent, et c'est par elle que nous terminerons notre bref séjour dans cette oasis.

Pour qui n'a jamais mis les pieds dans une oasis (terme qui convoque inévitablement tout un tas de représentations), le mot prend tout son sens. Nous pénétrons un territoire vert, frais, majestueux, dont l'existence paraît miraculeuse dans l'aridité environnante. Sous l'ombre des palmiers, où les enfants tréignent pour se faire photographier entre eux ou au côté des Noirs ou des Blancs, nous apprenons les difficultés pour préserver un tel endroit. C'est une lutte permanente contre la sécheresse, combattue par des systèmes d'irrigation à aménager, entretenir, réaménager... Sans compter la maladie du palmier qui, apparue à l'est du continent il y a près d'un siècle, progresse inéluctablement vers l'ouest et qui, faute de traitement, ne peut être contrée que par la surveillance et la prévention. Un prix important à payer, pour un trésor naturel à protéger comme l'or... ou l'eau.

Après une promenade labyrinthique dans la palmeraie, arrive l'heure de la séparation. Celle-ci fait davantage l'effet d'un arrachement tant Aït Herbil nous a marqués. On se sent bien ici, et l'on voit bien que la montée du bus est lente et poussive... Difficile de dire ce qui nous a le plus marqués : la situation du village et cette oasis surnaturelle au milieu de la poussière, l'impression d'avoir eu à nos côtés tous les villageois, ou encore l'omniprésence, l'ouverture et la valorisation des femmes — reléguant quasiment les hommes au second plan... C'est sans doute tout cela en même temps, et peut-être autre chose encore d'indéfinissable, qui rendra en tout cas inoubliable cette dernière étape de notre aventure collective dans le Sud marocain — ignoré certainement, inutile sûrement pas.

Quand le bus se remet en route, une forêt de mains s'agite dedans et au-dehors.

Sur la route du retour, alors que le crépuscule descend doucement sur nous, Abdallah remet aux différentes associations les cadeaux peints ou brodés par les femmes du club féminin au nom du village. Les conversations fusent tous azimuts, cette deuxième et dernière journée a encore marqué les esprits semble-t-il.

Et, comme pour clore en beauté ce petit périple, une effusion de sms et d'appels venant de partout — Rabat, Bamako, Paris... — nous apprend la fuite de Ben Ali hors de Tunisie : stupéfaction et joie dans les deux bus, cette information tant espérée déclenche des cris, des rires et des chants. Pouvions-nous rêver meilleur point d'orgue ?

C'est tard dans la soirée, après un dernier tajine enfourné à mi-parcours que nous arrivons à Agadir.

Lessivés, mais rassasiés d'émotions et intensément, profondément comblés. Le séminaire peut commencer sur des bases concrètes.

Séminaire international

Synthèses des débats



Propos introductionnels

Latif Mortajine, président d'IDD

Kamal Lahbib, président de l'Institut de Formation des Agents de Développement (IFAD) et membre du Conseil International du Forum social mondial

Geneviève Ah-Sue Sew Lun, représentante du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) au Maroc et présidente du Groupe thématique Migration des Nations unies

« Nous sommes des rêveurs ! Mais notre utopie n'est pas passive, elle est pragmatique. Nous résistons et nous construisons », affirme d'emblée Latif Mortajine. Le projet « Associations migrantes, associations villageoises : mise en réseau pour un développement économique et solidaire au Maroc » en témoigne.

Porté par les associations IDD, l'IFAD-FMAS et Touya pour l'action féminine, ce projet est salué par Geneviève Ah-Sue Sew Lun pour sa « démarche de renforcement de capacités, de participation et de coopération Sud-Sud » qui permet aux « acteurs des sociétés civiles marocaine et européenne de travailler ensemble en vue d'améliorer la qualité et la pertinence des actions de développement local ». Mais s'il s'adosse sur une situation et des activités très concrètes, ce projet « révé collectivement lors de différentes rencontres au Nord et au Sud », selon Latif Mortajine, est aussi porteur d'ambitions qui dépassent la stricte réalité du terrain.



« A partir du puits que nous creusons, estime Kamal Lahbib, nous devons développer une vision globale et politique d'un véritable partenariat. Il s'agit aussi de développer une nouvelle culture qui transcende les frontières et le chauvinisme trop étroit qui a prévalu, afin de pouvoir construire un nouveau monde. Ce que nous recherchons, c'est de pouvoir faire face à la mondialisation par une nouvelle mondialisation. »

C'est la toile de fond de la rencontre internationale « Migrations et développement : quelle dynamique Sud/Sud/Nord ? » qui, avec ses participants venus de France, du Mali, du Maroc, de Mauritanie et du Sénégal, « se veut un moment d'arrêt sur image pour analyser, théoriser, déconstruire et synthétiser afin

d'éclairer les concepts, de donner du sens aux mots et de faire éclore les idées», explique Latif Mortajine. L'ambition de cette rencontre est justement de partir des projets menés dans chacun des pays, pour proposer des alternatives réalistes au service de l'édification d'un autre monde. « Le fil conducteur entre nos structures en France, au Maroc, en Mauritanie, au Mali et au Sénégal, souligne Kamal Lahbib, est cette soif de justice sociale et cette profonde conviction que la solidarité est une force face aux politiques de marginalisation, d'exclusion et de stigmatisation. L'accès aux droits fondamentaux pour tous est la seule garantie pour l'édification d'un monde juste et équitable » et, poursuit Latif Mortajine, « la cohésion mondiale est la seule garantie pour la paix et l'amitié entre les communautés ».

Dans cette optique, la crise actuelle est peut-être une chance, en ce qu'elle met en lumière tant les problèmes que des alternatives concrètes. « Dans ce contexte de crise globale, nous pensons qu'il est primordial de valoriser et de soutenir les actions associatives qui répondent aux besoins des populations en matière de lutte contre la pauvreté, la précarité, la marginalisation par le handicap, l'âge, l'argent, la religion ou le sexe », indique Latif Mortajine. Et si, comme il

l'énonce, « la solidarité internationale prouve au quotidien que les destins des peuples sont étroitement liés », le phénomène migratoire en est l'une des facettes les plus emblématiques. Aussi, selon Kamal Lahbib, « nous ne pouvons pas ne pas lier ce que nous faisons à la question centrale du mouvement migratoire et du développement pour pouvoir réellement dégager une vision de la Politique ».

Cette question est au cœur des enjeux de changement social, de l'avis même de Geneviève Ah-Sue Sew Lun, qui juge que « si la migration acquiert

une place de plus en plus importante dans l'agenda politique, ce n'est pas seulement à cause des affaires internes (marché de l'emploi, démographie, cohésion sociale...) que les pays de destination se voient obligés de discipliner, c'est aussi parce que nombre d'études ont souligné que, loin d'être un obstacle, les migrations constituent un moteur positif de changement des sociétés ».

Mais pour cela, de nouveaux partenariats devraient aussi être mis en œuvre, renouvelant la traditionnelle approche Nord-Sud aujourd'hui ébranlée – voire dans l'impasse. Une

réorientation que Kamal Lahbib définit comme la nécessité de « revisiter cette relation entre nous et l'Europe, ce partenariat Nord-Sud, et de mettre davantage l'accent sur la question du partenariat Sud-Sud : nous partageons les mêmes peines, les mêmes crises, les mêmes carences de démocratie dans nos pays ». C'est une nouvelle démarche qui est prônée, un préliminaire permettant de rééquilibrer les relations internationales. Mais au final, toutes les forces comptent car « nous avons la possibilité, tous ensemble, de développer des synergies qui nous permettront de construire un nouveau monde », poursuit-il.

Utopiques ? Plutôt « optimistes ! affirme Latif Mortajine. C'est la qualité commune à tous les acteurs de la solidarité. Nous gardons nos croyances positives, car nous sommes convaincus que ce que nous croyons devient nos pensées, nos pensées deviennent nos paroles, nos paroles deviennent nos actions, nos actions deviennent nos habitudes, nos habitudes deviennent nos valeurs et nos valeurs deviennent notre destinée. »



« Nous avons la possibilité, tous ensemble, de développer des synergies qui nous permettront de construire un nouveau monde. »

Interventions de cadrage

Abdallah Zniber (IDD), coordinateur général du projet porté par le consortium IDD, IFAD-FMAS et Touya pour l'action féminine

« La question du développement humain n'est pas une problématique nationale étroite : elle est au cœur d'enjeux planétaires. La rencontre des sociétés civiles du Nord comme du Sud est source d'enrichissement mutuel. Les interventions de cadrage qui suivent visent à donner de l'épaisseur et de la complexité à la problématique, grâce aux apports d'acteurs associatifs et de chercheurs, aussi bien du Nord que du Sud. »



■ MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT

Gustave Massiah, ancien président du CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement – France), membre du Conseil international du Forum Social Mondial

La volonté de lier immigration, coopération et développement peut prendre différentes formes. Une des plus détestables consiste à restreindre la conception des migrations à la gestion des flux migratoires et à subordonner le développement, rebaptisé co-développement, à la maîtrise de ces flux.

Plusieurs questions se posent alors. Le développement permet-il de réduire les flux migratoires ? Une politique de coopération peut-elle aider au développement ? Quelle relation entre une politique de l'immigration et une politique de coopération ?

Les mésaventures d'une idée prometteuse

Au départ, cette idée avait été popularisée par l'équipe de Jean-Pierre Cot, éphémère ministre de la Coopération en 1981. Le co-développement consistait alors à construire une cohérence entre les politiques de développement de pays désireux de coopérer. Il préconisait une synergie entre les plans de développement et envisageait de renouveler les accords sur les prix des matières premières. L'idée est abandonnée avec la montée en puissance du néolibéralisme ; l'ajustement au marché mondial tient lieu de pensée du développement.

L'idée retrouve crédit en 1997 à partir du rapport de Sami Nair sur *La politique de co-développement liée aux flux migratoires*⁽¹⁾. La notion de co-développement est définie à partir de l'objectif de valoriser les capacités intellectuelles et financières des migrants au service de leur pays d'origine. Le rapport propose d'instaurer une mobilité accrue liée aux projets de co-développement. Il assure qu'il n'est pas question de forcer au retour même si l'objectif est de réduire les flux migratoires. Cette présentation se retrouve dans les rapports successifs.

Le co-développement affirmé comme application des politiques d'immigration et de coopération sert aujourd'hui de discours d'appui à une action de retour forcé. La création du ministère de l'Immigration, du co-développement et de l'Identité nationale est, de ce point de vue, un saut qualitatif. La focalisation sur le renvoi des immigrés et l'octroi de crédits conditionnés par les résultats de contrôle de l'émigration ramènent le co-développement à une procédure de police des frontières.

Migrations et développement

Pour comprendre la signification qui est donnée au co-développement, il faut commencer par déconstruire le discours dominant sur les migrations⁽²⁾, qui s'appuie sur trois propositions : pour maîtriser les flux migratoires, il faut fermer les frontières et passer des accords d'État à État ; l'intégration des réguliers et la lutte contre le racisme passe par la lutte contre les clandestins ; pour arrêter l'émigration, il suffit de développer les pays et les régions d'origine. Certes, il y a du « vrai » dans chacune de ces propositions, mais ce « vrai » sert à construire du « faux ». Chacune des propositions est contestable, et l'ensemble du raisonnement est faux

et conduit à une impasse. Nous ne nous arrêterons que sur la troisième proposition.

Puisque l'émigration résulte du sous-développement et des inégalités de développement, il suffirait pour l'arrêter de développer les pays et les régions d'origine. Si le constat de départ n'est pas faux, il sous-estime la complexité du rapport entre migrations et développement et la réflexion sur la nature du développement.

D'une manière générale, les migrations favorisent de manière déterminante le développement. En matière d'émigration, les effets ont été historiquement souvent vérifiés pour les régions d'origine ; toute l'histoire de la France et de l'Europe le confirme. Dans l'autre sens, l'immigration a contribué massivement au développement des pays d'accueil, et

ce à tous les niveaux ; de la concentration des cerveaux dans les laboratoires scientifiques aux travailleurs qualifiés et déqualifiés de l'industrie, de l'agriculture et des services, sans oublier l'apport essentiel des artistes et des créateurs.

Le développement permet-il de réduire les flux migratoires ? La réponse dépend de l'horizon. Dans une première phase, le développement accentue l'émigration. Ce n'est que dans un deuxième temps, bien longtemps après, quand les effets combinés de la transition démographique et de l'accroissement de la productivité agricole se font sentir, que l'émigration s'épuise et que les flux se tarissent, voire s'inversent.

La construction du discours s'appuie sur des arguments qui ne sont pas faux et qui sont présentés comme des évidences. Ils sont retournés et mis au service d'un discours d'ensemble dont la cohérence est plus que contestable et peuvent servir de fondement à une politique dont on a pu mesurer la perversité. Les libertés sont bafouées ; le droit d'asile

Le développement permet-il de réduire les flux migratoires ? La réponse dépend de l'horizon.

(1) Gustave Massiah, *Immigration, Coopération et Développement*, février 1998, www.reseau-ipam.org/cedetim.

(2) Gustave Massiah, *Migrations et Mondialisation*, novembre 2004, www.reseau-ipam.org/cmil.

est remis en cause systématiquement. L'Europe se couvre de camps de rétention pour les immigrés « clandestins » et maintenant, les camps d'attente sont directement implantés dans les pays du pourtour européen.

Migrations et politiques de développement

La montée en puissance du néolibéralisme et du dogme de l'ajustement structurel a remis en cause les fondements de l'approche du co-développement dans sa première acception⁽³⁾. Une orientation alternative peut être mise en avant, à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. On pourrait alors parler de co-développement dans la mesure où on définirait une orientation commune et une cohérence d'ensemble tenant compte des différentes situations et proposant une perspective commune.

Ainsi, donner une priorité relative au développement des régions d'origine des migrants, même s'il ne contribue pas à réduire significativement les flux à court terme présente un double avantage : il fonde la coopération sur une histoire commune et par là même la concrétise ; il peut s'appuyer sur l'apport essentiel des migrants.

La coopération des migrants concerne au premier chef le développement local, la mobilisation de l'épargne domestique, la création de services locaux de proximité dans les villages et les quartiers, l'élévation du niveau de qualification et d'ouverture des groupes locaux. Elle correspond à une demande populaire et à des dynamiques internes.

Les associations de migrants et les autres associations de solidarité internationale, quand elles travaillent ensemble, ce qui est de plus en plus fréquent, ont exploré des voies prometteuses, celles du partenariat avec des communautés et des associations des régions d'origine.

Les conditions de réussite de cette mobilisation tiennent aux orientations : ne pas subordonner le soutien aux projets au retour des migrants ; ne pas subordonner les accords-cadres avec les régions à des accords de contrôle des déplacements passés entre les états ; ne pas conditionner les appuis à des projets à une restriction des droits individuels et collectifs.

Co-développement, politiques de coopération et politiques migratoires

Le co-développement était à l'origine à la jonction des politiques de développement et des politiques de coopération⁽⁴⁾. Il impliquait une coopération d'égal à égal qui supposait, au nom d'un intérêt commun supérieur, de mettre en question notre propre développement pour le mettre en relation avec celui d'autres pays.

Dans les faits, la politique migratoire tourne le dos à cette orientation. En introduisant une relation exclusive avec les politiques migratoires et en leur subordonnant la coopération on achève de pervertir le sens du co-développement. Le discours conduit la logique à son terme ; le co-développement est enfermé entre identité nationale⁽⁵⁾ et immigration, présentées comme opposées et inconciliables.

La politique de coopération, qui se pare de co-développement, devient un instrument au service de la tactique électorale. Les immigrés sont, encore plus qu'avant, les boucs émissaires.

Une orientation alternative

Les propositions d'orientation alternative des politiques migratoires peuvent être résumées de la manière suivante :

- Les migrants doivent être reconnus comme acteurs de la transformation des sociétés de départ et

(3) Gustave Massiah, *Développement Durable et Altermondialisme*, décembre 2006, Encyclopédie du développement durable, Association 4D, www.encyclopedie-dd.org.

(4) Stéphane Hessel (sous la direction de), *Dix pas dans le nouveau siècle, Développement et coopération*, Ed. du Seuil, 2002.

(5) Gérard Noiriel, *A quoi sert l'identité nationale ?*, Ed. Agone 2007. Patrick Weil, *Liberté, Egalité, Discriminations*, Ed. Grasset, 2008.

d'accueil et comme acteurs de la transformation du monde

- La liberté de circulation et d'établissement fait partie des droits fondamentaux

- Le droit des étrangers doit être fondé sur l'égalité des droits et non sur l'ordre public ; la lutte contre les inégalités et les discriminations doit être le fondement des politiques publiques

- La citoyenneté de résidence, qui implique l'élargissement du droit de vote, est aujourd'hui un des principaux fondements démocratique de nos sociétés

- La solidarité internationale est une des principales valeurs de référence par rapport au cours dominant de la mondialisation

- La garantie du respect des droits des migrants doit être renforcée dans le droit international

Le gouvernement français devrait commencer par ratifier la Convention sur les droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles, adoptée par l'ONU par en 1990, et qu'aucun pays d'immigration ne veut encore accepter.

C'est d'abord une revendication de dignité, celle de la reconnaissance du rôle historique des migrants. C'est ensuite une affirmation majeure. Parler de la société française en refusant les migrations, c'est parler d'une société française irréaliste. Les migrations et les migrants sont des analyseurs et des révélateurs de nos sociétés et du monde.



■ MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT AU MALI

Famagan-Oulé Konaté, enseignant-chercheur
DER Géographie à l'Université de Bamako (Mali)

Cette intervention a pour sujet les effets économiques, sociaux et civils des migrations au Mali, à partir de différentes questions de recherche : quelle est l'ampleur des mouvements migratoires au Mali ? Quel a été l'apport de la migration internationale aux plans économique, social et civil ?

Ampleur des migrations

Les données sur la migration sont récentes au Mali. C'est un pays marqué par d'importants mouvements migratoires aux plans tant interne qu'international.

Pour les migrations internes, on peut distinguer trois types de régions : les régions attractives, celles qui sont répulsives et les autres qui ont un profil

intermédiaire. Les régions « attractives » sont caractérisées par un solde migratoire positif. Le district de Bamako est le principal pôle d'attraction des migrations internes. Hormis le district de Bamako, les régions de Kayes et de Sikasso concentraient le plus grand nombre d'étrangers. Les régions « répulsives » sont caractérisées par une émigration importante, une immigration faible et un déficit migratoire élevé. Cet ensemble regroupe les régions de Tombouctou, Gao et Ségou. Les régions de profil intermédiaire, avec un déficit migratoire modéré, regroupent les régions de Koulikoro, Mopti et Kayes (ces deux régions sont plutôt pourvoyeuses de migrants internationaux).

Pour les migrations internationales, on note qu'entre 1960 et 1990, plus de deux millions de Maliens ont émigré vers les pays voisins. La population de nationalité malienne résidant à l'étranger serait de l'ordre de quatre millions d'après la Délégation générale des Maliens de l'extérieur:

Effets économiques des migrations

Les transferts d'argent opérés par les migrants sont très importants. Le Mali reçoit de ses ressortissants à l'extérieur en moyenne 129,10 milliards de Francs CFA (soit 197 millions d'Euros) par an. Entre 2000 et 2002, le total des transferts de fonds des migrants est nettement supérieur à celui des investissements directs étrangers. Ainsi le rapport entre le total des transferts des migrants et l'investissement direct étranger passe de 199,2 % en 2000 à 177,7 % en 2002. La tendance à la hausse de l'évolution de l'investissement direct au Mali est probablement liée à l'amélioration du climat des affaires et à l'essor des industries extractives.

L'ensemble de ces flux financiers constitue la principale source de devises du Mali⁽⁶⁾, dans un contexte caractérisé par la chute des cours de l'or et du coton qui constituent ses principales ressources d'exportation. L'apport des migrants ne constitue pas seulement un atout pour les finances publiques, mais aussi, pour les communes, une source de diversification des revenus des ménages et un moyen d'amélioration de leurs conditions de vie.

Pour illustrer le rôle joué par les migrants dans le découpage communal, nous prendrons l'exemple de la région de Kayes, partie ouest du Mali, qui est une zone traditionnelle de forte migration internationale (Lima, 2005). Dès 1994, la mission de décentralisation entreprend de consulter les migrants de la région de Kayes résidant en France sur le futur découpage communal. Les commissions locales de découpage, chargées d'organiser les concertations villageoises à

partir de juin 1995, ont maille à partir avec une série d'acteurs « interventionnistes », et ce au-delà du cadre « villageois » dans lequel devaient se cantonner les débats de la communalisation. Ainsi, les membres des commissions dénoncent que l'immixtion des partis politiques, celle de personnalités influentes issues de la région, vivant à Bamako et ayant leurs « entrées » à l'Assemblée nationale, mais surtout celle des ressortissants de la région résidant à l'étranger. Dans le cercle de Kayes, où les associations sont nombreuses, il s'avère que sur 27 nouvelles communes, six ont un « profil associatif », c'est-à-dire que leur contenu reprend plus ou moins celui d'une association inter-villageoise résidant en France.

Effets sociaux des migrations

Selon Keita et al (2003), les postes d'utilisation de l'argent transféré par les migrants sont les suivants :

- L'entretien des familles restées sur place (75 %)
- L'investissement dans l'immobilier (12 %)
- L'épargne bancaire (10 %)
- L'investissement dans d'autres secteurs économiques (3 %)

Par ailleurs, on constate partout que les villageois ont répondu aux initiatives des émigrés par la création d'associations villageoises destinées à gérer les réalisations. Pour ce qui est des associations d'expatriés maliens vivant en France, elles sont très dynamiques car elles s'impliquent de manière forte dans le développement des localités ou régions d'origine, où elles initient et financent de multiples projets. Ainsi, « à l'échelle de la région de Kayes, 64 % des infrastructures existant dans les villages étaient attribuées aux migrants » (Gubert, 1999).

L'apport des migrants ne constitue pas seulement un atout pour les finances publiques, mais aussi une source de diversification des revenus des ménages et un moyen d'amélioration de leurs conditions de vie.

(6) La récession actuelle a accentué la vulnérabilité des migrants (PNUD, 2009).

Il est à souligner que les flux engendrés, d'une part par les migrations urbaines, et d'autre part par les migrations internationales, constituées majoritairement de jeunes actifs, «*accroissent la charge moyenne des actifs restés au village et affectent négativement le niveau de production agricole*» (Diarra, 1993). Cette situation, si elle n'est pas corrigée, va accroître la dépendance du pays sur le plan des denrées agricoles. Pour autant, l'émigration interne et internationale a pour effet de diminuer la population sur place et donc d'atténuer la pression sur les ressources. Elle contribue à ce titre à soulager la pauvreté sur le lieu de départ. Mais quand elle touche inégalement les sexes et les générations, comme c'est le cas généralement au Mali, elle modifie la composition de la population locale et impose de nouvelles contraintes dans l'organisation de la production. Ainsi beaucoup de femmes sont devenues chef de ménage en l'absence de leurs maris partis en migration et le travail des enfants a connu une certaine intensification dans les champs.

Ainsi dans la région de Kayes, l'émigration des hommes adultes a entraîné une baisse de la production.

Effets civils ⁽⁷⁾

Il est admis qu'en milieu urbain, les migrants provenant des milieux ruraux, socialisés suivant des valeurs souvent différentes, ne peuvent pas s'adapter à la nouvelle culture urbaine, aux nouvelles structures socio économiques, aux différentes situations résultant des méthodes de travail, sans passer par un processus graduel de changement. L'insertion résidentielle constitue une étape importante du processus d'émancipation des individus. «*L'insertion résidentielle en milieu urbain au Mali comme dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest est un long*

processus, dont la première étape est généralement "être un hébergé", puis locataire d'un logement et enfin être acquéreur d'une parcelle pour le migrant en particulier» (Konaté et al, 2003). Les proportions importantes de migrants (immigrants locaux ou expatriés de retour) propriétaires de maisons ou de parcelles à usage d'habitation laisse croire que la préoccupation du Malien en général, surtout du migrant en milieu urbain en particulier, est de «*loger chez soi*».

En matière d'emploi, en milieu urbain les migrants (immigrants locaux et migrants de retour dont certains sont des expatriés) se sont mieux insérés sur le marché de l'emploi que les non-migrants, c'est-à-dire la population restée sur place. En effet, sur 100 migrants observés sur le territoire national, on a constaté que 80 sont occupés actuellement contre 75 pour les non-migrants. Cet écart serait lié au fait que les migrants seraient plus entreprenants que les non-migrants. En effet, la plupart des migrants locaux, généralement non scolarisés, ne dédaignent aucun emploi contrairement aux non-migrants qui le plus souvent sont à la recherche d'un travail qui sied

le mieux à leur profil. On a remarqué aussi que les migrantes (immigrantes et migrantes de retour) semblaient mieux s'insérer que les non-migrantes. En effet, sur 100 migrantes, 37 sont occupées contre 35 pour les non-migrantes. De nombreuses recherches ont révélé qu'en matière d'insertion économique, la migration en ville a été plus bénéfique pour les migrants que les migrantes. En effet, sur 100 migrants occupés avant leur migration, 89 ont pu trouver du travail au moment de leur installation en ville, alors que sur 100 migrantes, seulement 74 ont pu trouver du travail. La plupart des migrants évoluent à leur propre compte, très souvent, en milieu urbain, dans le secteur de l'informel. D'une manière générale, du

L'insertion résidentielle constitue une étape importante du processus d'émancipation des individus.

(7) Pour de plus amples informations, se référer à l'étude *Migrations, recompositions territoriales et transformations socio économiques au Mali* (Konaté et al, 2010).

côté des hommes ayant migré en ville, on remarque que 41,3 % des individus évoluent dans leur activité actuelle comme des indépendants, contre seulement 29,8 % du côté des femmes migrantes.

La migration n'a pas fait qu'impulser le développement communal et social, elle a nécessité aussi l'élaboration d'un cadre juridique pour sa gestion et la mise en place de stratégies de prise en charge des migrants de retour par un renforcement de leurs capacités.

A l'intention des régions maliennes pourvoyeuses de migrants, notamment le Nord de la région de Kayes, pour la France, cette dernière a initié le Programme Développement Local Migration (PDLM) qui vise les objectifs suivants :

- assurer la réinsertion des migrants revenus de France, en les aidant à financer au pays leurs microprojets de création d'entreprise et en leur offrant un suivi rapproché ;

- participer à l'émergence des secteurs porteurs, en adéquation avec le développement local.

De 1998 à 2002, le programme PDLM a financé 321 projets pour la réinsertion socio-économique des migrants de retour au pays.

Conclusion

Au regard des différents constats, nous partageons certaines recommandations de l'Enquête malienne sur les migrations et l'urbanisation (1996), à savoir que l'État doit procéder à une redistribution spatiale de la population pour combler les inégalités à l'origine des mouvements migratoires. Vu l'apport socio-économique de la migration pour le pays, l'État doit aussi œuvrer à l'amélioration des conditions d'accueil et de séjour de ses ressortissants à l'étranger. Il doit aussi favoriser et mettre en place une politique d'insertion des migrants de retour.



■ LE DEVELOPPEMENT ET LES RECHERCHES SUR LES MIGRATIONS INTERNATIONALES AU MAROC

Mohamed Charef, enseignant-chercheur à l'Université Ibn Zohr d'Agadir, directeur de l'ORMES (Observatoire Régional des Migrations Espaces et Sociétés)

Chaque jour, on annonce de nouveaux bateaux de migrants et de nouvelles mesures pour les empêcher. L'Autre dérange par définition. En matière d'immigration, on a pendant longtemps abordé les choses de manière globale. On ne voyait l'immigré que comme un travailleur, un prolétaire, mais pas comme un Homme.

Le migrant, sujet économique

On a pratiquement plus de 3,5 millions de Marocains à l'étranger (peut-être jusqu'à 4,5 millions), soit 10 % de la population nationale. 82 % sont localisés en Europe. C'est une migration mondialisée. Pourtant, cette migration qui est

ancienne, avec une épaisseur historique profonde, n'intéressait pas les politiques et les chercheurs marocains, et ceci pendant longtemps. C'était pourtant un fait social très important, très présent dans le quotidien : les blagues sur les Marocains à l'étranger sont légion, on parle de cet exil dans les chansons populaires. Or, il y avait ni politique nationale dans ce domaine, ni recherche. Pourquoi cet oubli ?

Jusqu'en 1972, sur 542 enseignants-chercheurs marocains, seulement 61 travaillaient dans les sciences sociales et humaines.

Il n'y avait pas d'oubli. Le Maroc a été parmi des premiers pays de la sous-région à avoir des conventions d'échanges avec les pays de destination. En même temps, il s'est ingénié à stimuler le rapatriement de l'argent des

Marocains à l'étranger, et ceci à partir de 1966. Il y a d'abord eu le système du postier, c'est-à-dire quelqu'un qui se baladait en Europe et qui ramenait l'argent aux familles, au Maroc. Il a été rapidement dépassé par l'installation d'un réseau bancaire. Donc, il y avait une politique, mais essentiellement pour drainer l'argent des immigrés à l'étranger.

A la fin des années 1980, on a pris conscience que les Marocains à l'étranger n'allaient pas retourner au Maroc. Jusqu'alors, dans le discours officiel, ils étaient des « invités » à l'étranger, mais ils allaient rentrer. On a changé de discours et compris qu'il fallait revoir la politique. On s'est aperçu que les fermetures de frontières, à partir de 1986, ralentissaient énormément les va-et-vient, on a vu aussi le nombre de naturalisations qui augmentait énormément avec le regroupement familial. Le risque d'éloignement du pays s'est progressivement développé, c'était la fin du mythe du retour. On a commencé à mettre en place un certain nombre de structures, dont la Fondation Hassan II pour les Marocains à l'étranger, le secrétariat d'Etat chargé des Marocains à l'étranger (devenu ministère par la suite) et, vers la fin des années 90, le Conseil des communautés marocaines à l'étranger pour essayer d'arrimer cette population au Maroc.

Naissance de la recherche sur les migrations

Tout au long des années 1950-1960, les recherches sur les aspects sociaux et culturels des migrations étaient pratiquement absentes des préoccupations. Il a fallu attendre la fin des années 1960 et le début des années 1970 pour que le thème du « retour » émerge – essentiellement, dans un premier temps, en tant que frein à l'intégration.

Cette absence s'explique par plusieurs raisons. Premièrement, pendant longtemps le Maroc comptait très peu de chercheurs. En l'absence d'universités, les Marocains allaient faire leurs études à l'étranger (France, Algérie...). Il a fallu attendre 1958 pour que soit créée la première université au Maroc. Jusqu'en 1972, sur 542 enseignants-chercheurs marocains, seulement 61 travaillaient dans les sciences sociales et humaines. Il y avait aussi très peu de moyens. A partir de 1974, il y a eu développement des universités marocaines et le nombre de chercheurs a augmenté.

Dans les années 1960-1970, les recherches sur les Marocains avaient toutes une connotation marxiste-léniniste. En l'immigré, on voyait le déraciné, quelqu'un qui peut aider à développer, mais les analyses se limitaient à cet aspect.

Dans les années 1970, les travaux ont surtout porté sur le logement, le travail, les conditions de vie. Souvent, il est plus question de l'immigré que de l'émigré, et encore plus les problèmes liés à la perception de la présence de cette population étrangère qui dérange, par définition : travail, chômage, mobilité, école, islam, éducation, logement, acculturation, intégration, banlieue... La liste est très longue.

La première recherche lancée au Maroc, c'est un projet lancé en 1981 par des chercheurs Néerlandais, qui se penchait sur le Maroc, la Tunisie et la Turquie. Ces travaux essayaient de voir l'immigré comme immigré et émigré.

Le Maroc dans les travaux de recherche

Un livre publié par Dumas, un géographe néerlandais, *Partir pour rester*, réalisé en collaboration avec un certain nombre de chercheurs marocains, a lancé les premières recherches sur les migrations internationales marocaines. Jusqu'à la fin des années 1980 et dans les années 1990, quand il y avait des publications sur les Magrébins, les Marocains et les Tunisiens étaient noyés dans les travaux sur les Algériens, pour deux raisons essentielles : c'est une migration massive, et il y avait des chercheurs qui soit étaient d'origine algérienne, soit avaient travaillé en Algérie (comme Bourdieu).

Le Marocain a été longtemps considéré comme quelqu'un de docile, qui ne se manifestait pas, mais toute cette tendance a été battue en brèche en 1984, avec les grèves chez Citroën, Talbot, le syndicalisme, les grèves des mineurs marocains dans le Nord, etc., On a vu l'émergence d'une immigration qu'on ne connaissait pas.

On a vu aussi, par la suite, qu'il y avait beaucoup de Marocains dans les réseaux islamistes – le seul qui est en prison pour les attentats du 11 Septembre est d'origine marocaine. L'immigration a acquis une visibilité pas toujours positive, mais de plus en plus grande.

Au niveau national, le premier centre qui s'intéresse à la migration marocaine est créé en 1991 à Oujda, le Centre de recherche sur l'immigration maghrébine. Ce centre a produit un certain nombre de travaux, mais a périclité par la suite. Un deuxième centre, l'Ormes (Observatoire régional des migrations Espaces et sociétés), apparaît à Agadir au début des années 1990 : il a lancé une collection sur l'immigration, avec un certain nombre de livres en français et en arabe, et promu un certain nombre d'activités sur la question « migrations et développement ». Son premier colloque, en 1998, portait sur *Migrations et co-développement* : ce concept de co-développement, qui était à l'origine français, et qui est devenu par la force des choses un concept européen, que cachait-il ? Depuis, de nombreux colloques ont été organisés au Maroc, de nombreux livres publiés, et un festival *Cinéma et migrations* a vu le jour à Agadir.

Avec la création de nouveaux masters universitaires, un certain nombre de chercheurs marocains ont émergé, qui ont donné plus de visibilité à ces thématiques. Car les immigrés font des efforts, investissent, créent des associations, mais le bénévolat ne peut pas continuer éternellement : il faut former des jeunes au Maroc qui prennent la relève, qui accompagnent.



Concentration et réflexion pendant les tables-rondes

Cases à témoignages

Jamila Lamnate - Mobilisatrice-rédactrice pour E-Joussour/FMAS (Maroc)

« Le Maroc est la gendarmerie de l'Europe, mais lorsqu'on est là, on se dit : nous sommes des peuples d'Afrique, nous sommes là pour dire que nous sommes ensemble pour changer les choses ! C'est important que ça passe par les peuples. C'est eux qui cherchent le changement, le développement. »

Yassine Allaoui et Zineb Daoudi - Association Hammam Fougani, Figuig (Maroc)

« Il y avait une dynamique concrète au niveau de la communication entre les différents acteurs associatifs. Le thème de la rencontre est considéré comme l'un des axes principaux qui se posent à l'échelle internationale. »

Famagan Konaté - Université de Bamako (Mali)

« N'étant pas du mouvement associatif, c'est la première fois que je vois vraiment les associations à l'œuvre. On a vu des jeunes engagés, des associations qui, avec peu de moyens, sont arrivées à mettre en route une dynamique sociale, pour des objectifs communs et pour la collectivité. Je commence maintenant à comprendre que quand des citoyens sont engagés, quand ils se mettent ensemble, ils peuvent faire de grandes choses. »

Hubert de Beaumont et Marguerite Rollinde, IDD (France)

« Le dialogue permanent entre des responsables associatifs venus de France, des chercheurs européens et marocains et les acteurs de terrain que sont les associations partenaires d'IDD a permis un véritable travail d'analyse et de réflexion à partir de cas concrets. Il a mis en valeur la capacité de ces associations à contribuer au développement économique et culturel en milieu rural voire, pour certains et certaines, à s'investir dans le champ politique au niveau local, par un travail en partenariat avec les collectivités locales. Au-delà de la question des droits humains et de la liberté de circulation, le lien établi entre l'émigration marocaine en Europe, et les associations marocaines sur place avec la population subsaharienne, renforce l'image d'un Maroc qui regarde tout autant vers le nord de la Méditerranée que vers l'Afrique. »

Abderrahmane Messaoudi - Association Timoulay Izder (Maroc)

« Œuvrons pour la métamorphose ! »

Abdelhadi Drider - Espace Sud, Bouizakarne (Maroc)

« J'étais ravi de rencontrer des personnes du Mali et du Sénégal, car ils ont fait beaucoup de choses, ont une expérience très respectée. Ça vaut la peine de savoir tout ce qu'ils font. Parmi nos objectifs, on a l'échange avec d'autres associations à l'extérieur. On pense globalement, on agit localement. Il faut lier des contacts, créer des ponts entre les acteurs du monde entier. Pour moi, le développement de l'Afrique, ça va commencer, mais il faut lier des relations Sud-Sud parce que c'est notre continent et c'est à nous d'agir. »

Mostafa Moussaoui - Association de promotion et de développement de l'oasis de Figuig (Maroc)

« Ce qui m'a le plus intéressé, c'est surtout la rencontre des associations du Mali et du Sénégal. Ils ont exprimé les difficultés qu'ils ont vécues dans leur pays. Ça nous pousse à être solidaires avec les Subsahariens qui "traînent" dans les rues du Maroc. C'est comme nos proches qui sont en Europe : nous n'aimons pas qu'ils soient expulsés ou maltraités. Alors nous devons nous aussi être solidaires et sympathiser avec ces personnes. Comme acteurs associatifs, nous devons réfléchir à la manière de les appuyer et de les accompagner, et les accueillir pour qu'ils se sentent tout d'abord des êtres humains. »

Ester Zappata - Point Focal JMDI/PNUD (Maroc)

« Pour le travail que les jeunes s'approprient à faire, il faudrait s'inventer non seulement des nouvelles manières/méthodes de travailler, mais aussi la possibilité d'un dialogue respectueux et franc sur les libertés individuelles, les opportunités d'affirmation des hommes et des femmes, les rôles réinventés de chacun dans nos sociétés, les défis que vit le monde de l'éducation, et la valeur ajoutée que peuvent avoir des espaces associatifs comme lieux de pratiques et d'éducation continue/populaire. »

Réactions de témoins extérieurs

Patrick Gonin, chercheur au laboratoire Migrinter de l'Université de Poitiers

Badara N'Diaye, responsable du pôle Migrations du centre Diapol d'Enda Tiers Monde (Sénégal)

Le lien entre migrations et développement est une question à plusieurs entrées, et une question d'autant plus difficile à cerner qu'elle est mouvante, encore insuffisamment abordée par la recherche, prisonnière de l'actualité, et ouverte aux clichés les plus ancrés comme aux jugements les plus hâtifs.

Le séminaire pose notamment la question des dynamiques Sud/Sud/Nord en lien avec cette problématique. Après d'une part les visites de terrain, qui ont permis d'apprécier ce que peut signifier concrètement la relation entre migration et développement, et d'autre part les interventions ayant apporté différents éclairages statistiques ou théoriques à la question, deux points de vue viennent poser les termes des débats de manière complémentaire et croisée : celui de Patrick Gonin, chercheur au laboratoire Migrinter de l'Université de Poitiers, et celui de Badara N'Diaye, responsable du pôle Migrations du centre Diapol (Dialogues, prospectives, politiques) de l'association Enda Tiers Monde (Sénégal).



Patrick Gonin prévient d'emblée de la nécessité « de participer à la déconstruction des idées fausses que nous avons sur les migrations internationales » pour, au contraire, « mettre en valeur des certitudes » parmi lesquelles, en premier chef, « l'idée qu'il n'est pas possible de progresser sans mobilité ». Cette idée détermine l'axe central autour duquel considérer d'une autre façon la question « migration et développement », et permet de mettre

à mal l'idée selon laquelle l'une est nécessairement liée à l'autre. Ainsi, poursuit le chercheur, « ce qu'on appelle les déterminants des migrations internationales ("pourquoi partent-ils ?") ne sont pas uniquement économiques, il y a de nombreux autres facteurs. Nous sommes aujourd'hui dans une situation de mobilité de circulation, et pas simplement de migrations de travail. » C'est donc au moment où la liberté de circulation se restreint de façon drastique que, paradoxalement, on relève des évolutions dans les raisons de migrer – et que certaines voix parmi les plus officielles en affirment les bienfaits. Badara N'Diaye complète : « la liberté de circulation est un enjeu de taille. Circuler est un droit, tous les êtres humains y ont droit. Les droits des migrants se posent sous l'angle de leur intégration, leur inclusion dans les pays où ils vivent. »



Pour autant, le lien entre migrations et développement n'est pas dépourvu de fondements : « les initiatives des migrants sont exceptionnelles. C'est leur co-développement à eux », affirme Patrick Gonin, permettant ainsi de mieux opposer ce lien fécond aux usages détournés qu'en font actuellement les gouvernements européens. Car, explique le chercheur,

« le co-développement institutionnel va, lui, dans le sens du contrôle des frontières. Sa fonction est exclusivement idéologique. » Et quelle conception du développement cela sert-il ? « Certains pays comme la France cherchent à transformer la migration actuelle en une migration strictement de travail, de sélection des migrants, sur la base des besoins du pays d'arrivée uniquement. Il y a besoin d'une circulation des compétences, mais au service d'une minorité. » Sous cet angle, on perçoit bien que le développement servi pas les migrations est, une fois encore, celui des pays européens, mais en aucun cas celui des pays d'origine ! En somme, ce sont les mêmes schémas historiques qui se reproduisent.

De la même façon, la migration n'est pas la même selon l'endroit d'où l'on part. « La migration est un très

« Là où il y a une manne financière, il n'y a pas d'investissements publics. C'est très pratique pour l'État. »

beau miroir, qui nous rend le reflet de nos sociétés, et amplifie les disparités. Un expatrié, envoyé et salarié par une organisation du Nord, gagne trois fois plus que ses collègues au Nord », selon Patrick Gonin. « Lorsque les migrants sont riches, ils sont parmi les plus riches... »

Par ailleurs, quand le lien entre migration et développement est avéré, il n'est pas sans poser de questions délicates qui résonnent comme autant d'effets pervers d'un geste pourtant essentiel dans certaines situations de pauvreté extrême. S'appuyant sur l'exemple du Sénégal, où les transferts d'argent opérés par les migrants établis en Europe sont estimés à 8 milliards d'Euros (annuels), Badara N'Diaye met le doigt sur une conséquence qui, au final, se révèle désastreuse : « là où il y a une manne financière, il n'y a pas d'investissements publics. C'est très pratique pour l'État » qui, en fin de compte, « abandonne complètement sa mission régaliennne ». Et, côté européen, « les migrants sont exploités et se tuent dans les pays du Nord ».

Une autre tendance lourde, largement sous-estimée, ce sont les migrations continentales. « Les mobilités intra-africaines sont de plus en plus importantes : quel

travail imaginer entre ONG du Maghreb et d'Afrique subsaharienne ? », interroge Badara N'Diaye. Cette situation pourrait être mise à profit de manière judicieuse en favorisant les échanges d'un pays à l'autre. Mais d'autres rencontres apparaissent primordiales, tel que le travail conjoint entre les organisations de la société civile et les organismes de recherche – ce qu'Enda expérimente actuellement à travers le programme de recherche-action MAFE (Migrations Afrique-Europe). Celui-ci vise à élaborer des statistiques et à mener des analyses scientifiques pour contribuer au débat public sur les politiques migratoires, aussi bien au Sénégal que dans les pays européens, et, ce faisant, à apporter des éclairages sur les parcours d'individus en analysant les déterminants de la migration de retour et de la circulation, ainsi que sur le rôle des migrants dans les transformations urbaines (investissements immobiliers, amélioration du confort des ménages, création d'entreprises). « Ensemble, explique Badara N'Diaye, on peut obtenir une façon de voir nouvelle. »

Pour finir, résume-t-il, « il faut prendre en compte la pauvreté politique, la "réduire". Dans l'action locale, l'enjeu le plus important est de construire une conscience politique : pas seulement construire du concret, mais faire le lien avec les enjeux stratégiques qui traversent les sociétés. C'est un enjeu capital pour lutter contre les discriminations. » La période est peut-être propice, si l'on en croit Patrick Gonin, qui constate « la fin du capitalisme dans son fonctionnement actuel ». Mais comment s'y prendre ? « Les résistances se font au niveau local. Il faut innover, trouver des solutions pour quitter l'état de pauvreté. Le niveau planétaire est important, mais on achoppe encore », aussi serait-il pertinent de s'intéresser à « l'échelle régionale, sous-régionale », même si « on a un souci avec cette échelle intermédiaire »...

Il est, dans tous les cas, crucial de garder à l'esprit que, quelle que soit sa finalité, « la migration est une chance pour les sociétés qui connaissent cette mobilité ».



Tables-rondes

Le développement en action : une démarche partenariale

La rencontre internationale Sud / Sud / Nord portait sur deux questions phares : le lien migrations/développement, et les relations entre acteurs associatifs et collectivités territoriales. La diversité des participants présents a permis d'aborder ces questions dans leur diversité et leur complexité, fournissant au passage quelques interrogations qui sont autant de pistes de réflexion pour l'avenir. Ces questions ont été posées séparément lors de deux tables-rondes intitulées respectivement *Migrations et développement : quels projets ? Quels partenariats ?* et *Associations et collectivités locales : quelle complémentarité ?* Voici, mis en perspective, les riches échanges auxquels ces deux tables-rondes ont donné lieu.

TABLE-RONDE 1

Migrations et développement : quels projets ? Quels partenariats ?

Modératrice :

Chadia Arab, association Crépuscule (France)

Intervenants :

Habaye Ansari, Barka Fofana, GRDR (Mali/France) / **Sarah Chateau**, IDD (France) / **Christiane Dardé**, IFAD (Maroc) / **Hamedy Diarra**, Haut conseil des Maliens de France (Mali/France) / **Abdelhadi Drider**, Espace Sud (Maroc)

TABLE-RONDE 2

Associations et collectivités locales : quelle complémentarité ?

Modérateur :

Youssef Laaraj, directeur de l'IFAD (Maroc)

Intervenants :

Jaafar Ait Haddou, président de la commune rurale de Khmis Dadès (Maroc) / **Salifou Konaré**, président de la commune rurale de Ségala (Mali) / **Kamal Lahbib**, secrétaire général du FMAS (Maroc), s'exprimant pour le Forum des élus locaux / **Rahmatouca Sow Dièye**, deuxième élue au Conseil régional de Dakar, directrice du cabinet technique du maire de Dakar (Sénégal)

Migration, développement et multi-partenariats : un lien évident ?

Les deux questions posées lors des tables-rondes, autour d'une part du lien entre migrations et développement, d'autre part de la complémentarité entre associations et collectivités territoriales, peuvent être amenées à se rejoindre. Mais cette jonction n'est pas le fruit d'un mouvement spontané ou d'une évolution naturelle : de nombreux facteurs y concourent. De la même façon que pour la relation migrations/développement, les choses ne vont pas de soi. Les migrants ne participent pas forcément au développement local, et ce dernier peut se faire sans les migrants, voire même à la seule initiative des autorités locales.

Un élément entre de manière décisive dans cette jonction : la structuration des migrants en associations, qui permet tout à la fois de penser à des projets plus ambitieux, mieux construits, et de réfléchir de manière décloisonnée, en s'ouvrant à d'autres acteurs. Cette structuration associative est déterminante. Elle joue un rôle moteur, dans de nombreuses communes, pour passer de l'aide familiale au développement local, de l'approche « de terrain » à la question des « droits » et, finalement, de la question sociale à la dimension politique. C'est cette évolution, dans la durée, qui amène à poser la question des partenariats avec, en son cœur, celle du rapport à l'autorité publique (locale, régionale, nationale).

C'est alors que peut se poser et être débattue cette question à trois entrées : la participation des migrants au développement en lien avec les collectivités locales. Une question d'autant plus complexe qu'elle se pose et se résout de manière différente d'un pays à l'autre – et parfois même d'une commune à l'autre dans un même pays, faute de politique nationale clairement définie.

Enfin, c'est une interrogation qui est appréciée différemment selon que celui qui l'énonce le fait depuis une association ou une collectivité locale. « *Quel mode de partenariat avec les associations, quelle dynamique locale et quel apport de la communauté migrante ?* », interrogeait Salifou Konaré, maire de la ville de Kayes (Mali). Les tables-rondes ont permis d'aborder la question sous des angles multiples. En voici un aperçu à travers les paroles glanées dans les échanges.



Des préoccupations et constats communs

Dans les trois pays invités à participer à la rencontre (Mali, Maroc et Sénégal), la problématique de départ est la même : un contexte de pauvreté à combattre. La première étape a été le départ vers l'Europe de centaines de milliers de personnes, pendant des décennies. Les immigrés, ici, sont d'abord des migrants, c'est-à-dire des personnes qui ont quitté leur pays, leur village, pour trouver une situation plus favorable ailleurs et, au-delà de leur propre confort, chercher à aider leurs proches restés au pays. À côté des projets de développement subsiste ainsi, aujourd'hui encore, un important flux de devises du Nord vers le Sud, des migrants vers leur famille, dont le but est d'améliorer les conditions d'existence de ces dernières – c'est-à-dire une forme de lutte contre la très grande pauvreté.

« *Au Maroc, explique Chadia Arab (Association Crépuscule), c'est une des premières rentrées d'argent,*

avant même le phosphate et le tourisme, avec 55 milliards de dirhams qui rentrent tous les ans. Cet argent permet à certaines familles pauvres du Sud du Maroc, berceau historique de l'immigration au Maroc, ne pas s'appauvrir plus qu'elles ne l'étaient. Ces initiatives individuelles de migrants ont permis de maintenir en vie certaines familles et sont extrêmement importantes, voire vitales dans certaines régions du Maroc. » À Figuiq, poursuit-elle, « sans l'immigration, cette contrée lointaine serait aujourd'hui encore plus marginalisée et enclavée ».

Mais alors, que font les élus ? Si, dans les politiques nationales, la lutte contre la pauvreté demeure bien souvent une intention plus qu'une réalité, les pouvoirs publics locaux sont bien plus concernés. Le passage à l'action est d'autant plus efficace lorsqu'il s'appuie sur les associations locales ou de migrants.

Les associations de migrants, premier levier de l'action collective

« Migration et développement au niveau du Maroc, rappelle Mohamed Charef, chercheur et universitaire, ce sont des petites activités individuelles développées de manière inorganisée ». Celles-ci, complète Samir Tounzi (Fondation de France), ont « souvent un sens nostalgique : revenir au pays pour donner quelque chose, même petit, à son village ».

Face à ce type d'intervention, explique Chadia Arab, « des initiatives plus collectives existent, grâce à des regroupements d'associations de migrants ». Et, reprend Samir Tounzi, « l'intérêt de l'associatif et du réseau, c'est de baliser. Ce n'est plus l'intérêt personnel qui prédomine. » Mohamed Charef le confirme, « aujourd'hui les choses ont évolué, on crée des activités qui génèrent de l'emploi ». En fin de compte, « les immigrés ont remis à la mode la notion de solidarité – solidarité internationale en l'occurrence ».

Au Mali, cette évolution est plus ancienne. Ainsi, se souvient Hamedy Diarra (Haut-Conseil des Maliens de France), « les migrants ont décidé de prendre le destin de leur région en main dans les années 80, par l'intermédiaire d'associations qui ont permis la construction d'infrastructures publiques (écoles, centres de santé), la création de coopératives pour assurer l'approvisionnement en biens de première nécessité (denrées alimentaires...) à un moindre coût ».

« Les immigrés ont remis à la mode la notion de solidarité – solidarité internationale en l'occurrence. »

Les migrants sont-ils pour autant suffisamment reconnus par les autres acteurs présents sur le terrain ? Les choses ne sont pas toujours si simples. Pour Souleymane Bâ (Enda Maghreb), « il subsiste un manque d'articulation entre les migrants et les formes

classiques d'intervention pour le développement : il y a de la part de celles-ci un manque d'intérêt pour la migration. Comme c'est à la mode, tout le monde en parle et en saupoudre les projets, mais cette dimension n'est pas vraiment intégrée. Il faut favoriser une interaction avec les migrants », ce que souligne aussi Mohamed Charef, qui estime que « tant qu'il n'y a pas de volonté à tous les niveaux d'intégrer les projets des migrants dans des projets de plus grande échelle, cela posera problème ».

La construction de la citoyenneté, la question des droits

Le développement local se résume-t-il à des projets de terrain ? « Au Maroc, indique Sarah Chateau (IDD et consortium IDD/IFAD-FMAS/Touya pour l'action féminine), la contribution du tissu associatif migrant et villageois au développement local reste encore limité, pour plusieurs raisons : l'enclavement et l'absence d'opportunités économiques, le manque de reconnaissance par les autorités locales des structures associatives en tant qu'intermédiaires et interlocutrices légitimes dans l'identification, l'élaboration, la conduite des projets, ou encore l'absence de stratégie nationale

cohérente pour le développement social et la lutte contre la pauvreté». De fait, déplore Charifa Aboutayeb (Association Achabar Imazighen pour la culture et le développement, El Hajeb), «la conception de la relation entre migration et développement, rejoint celle de l'Initiative Nationale de Développement Humain : des infrastructures, etc. Or l'essentiel est plutôt l'analphabétisme et la déperdition scolaire : il faut développer l'esprit, former les gens ».

Au Maroc, du fait des difficultés énoncées, cette prise de conscience a parfois pris du temps, mais aujourd'hui cette question est mieux prise en compte. « Les bibliothèques rurales ont été l'une de nos réponses pour entrer en résistance, pour que les populations ne soient pas réduites au silence, pour que nous soyons à notre tour agitateurs d'idée et pour lever la tête », juge Chadia Arab. Mais, poursuit-elle, ces bibliothèques qu'IDD promeut depuis plus de dix ans « sont en réalité des prétextes au développement humain, à réfléchir autrement le développement ». Ainsi, « en créant ces espaces d'échange, de liberté, de



partage, loin de l'image souvent réductrice du migrant qui creuse un puits ou qui électrifie son village d'origine, il y a cette prise de conscience que notre partenariat entre les associations de migrants et les associations villageoises peut être mobilisé et peut être déclencheur de nouvelles idées et de changement social, en lien avec la citoyenneté et avec la démocratie, amenant à réfléchir autrement la relation migration et développement. En effet, au-delà des activités génératrices de revenus, de la création d'emplois, du développement de l'économie locale, celle-ci induit des processus de réflexion, d'évolution des mentalités, dans

GRDR

Le projet « Éducation au co-développement au Mali »

Le projet « Éducation au co-développement » au Mali (région de Kayes) s'inscrit dans un contexte marqué par des débats d'actualité passionnés sur les migrations, par des liens de co-développement vieux de 50 ans entre les deux pays et par une faiblesse de la recherche sur ces questions. Dans un tel contexte, une démarche capitalisation active peut paraître utile au débat et à la décision politique. Le projet a pour objectif principal le renforcement du

dialogue et des pratiques pluri-acteurs Nord-Sud sur les liens « migration et développement », par la construction d'un « savoir commun, indépendant et dépassionné ». Celui-ci se décline à travers des activités de capitalisation, de formation, d'échange de savoirs, d'animation et de plaidoyer. Le projet s'appuie sur un consortium composé d'une collectivité territoriale (Assemblée Régionale de Kayes – Mali) et d'une association (GRDR – France).

D'autres partenaires sont impliqués au Nord et au Sud : au Mali, une intercommunalité (Diombougou), six communes (Diafounou) et une association de migrants de retour (AMRK) ; en France, un regroupement d'associations de migrants organisées à différentes échelles territoriales (CBMF, ACDS, Association des Migrants du Diafounou). Un espace de concertation, l'Espace Migration et développement en région de Kayes (EMDK), a été créé pour

des espaces où les traditions sont encore fortes : au niveau de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la citoyenneté, de la démocratisation. » Et, selon elle, « ces actions de solidarité et de développement avec le Maroc s'inscrivent également dans une réflexion plus globale sur les migrations et la circulation de ces migrants. Notre impact du développement en lien avec cette migration se situe à un autre niveau : dans les idées, dans les mentalités – pouvoir relayer des idées en lien avec la liberté, avec des espaces des échanges, avec la citoyenneté, avec la démocratie. »

La délicate jonction associations-collectivités

« La complémentarité entre le rôle de la commune et celui des associations est essentielle », affirme Jaafar Ait Haddou, président de la commune rurale de Khmiss Dadès. « Les convergences sont plus importantes que les conflits, cette complémentarité et ces convergences vont créer des dynamiques nouvelles. » Cette rencontre entre associations et collectivités s'opère et se gère de manière différente dans chaque pays.

Rahmatouca Sow Dièye, deuxième élue au Conseil régional de Dakar, explique, évoquant la situation au Sénégal que « l'État transfère des compétences aux collectivités locales, celles-ci se retrouvent donc avec les problèmes à résoudre, mais il n'y a pas eu de transfert des ressources pour prendre en charge ces compétences. Les collectivités disposent d'autres leviers, dont l'un est la coopération décentralisée. L'apport des migrants constitue également un apport réel à ne pas négliger. Cet apport financier des migrants dans les communes rurales participe pour beaucoup dans la prise en charge des problèmes des communautés. »

Retour au Maroc où, précise Jaafar Ait Haddou pour sa commune de Khmiss Dadès, « le souci principal de la commune est de pérenniser les implications des migrants ». Mais il faut dire que « les élus sont issus du milieu associatif et syndical, ce qui a motivé la commune pour faire des actions de développement, appuyer des initiatives associatives et renouveler les élus locaux ».

construire et porter un plaidoyer sur les migrations en vue de nourrir les politiques au Nord et au Sud.

Ont été réalisés dans le cadre du projet : au Mali, un répertoire des projets, un annuaire des compétences des migrants de retour ; en France, un carnet d'identité associatif, une mission « double-espace » Sud-Nord ; dans les deux pays, une grille d'analyse des « bonnes pratiques » communes, des formations « développement local et partenariat

communaux », des cyberconférences, des forums locaux et régionaux, des émissions de radio à large diffusion, une mission à Bamako (plaidoyer)...

Une plate-forme multi-acteurs régionale a été créée comme lieu d'échanges, de validation et de diffusion des « bonnes pratiques » de co-développement, et premier nœud du réseau malien sur la problématique « migration pour le développement ».

Les difficultés rencontrées sont

de différents ordres : difficultés à récolter des données précises (absence d'archives écrites), longue période de 40 ans couverte par les enquêtes (acteurs décédés, rentrés au village...), difficulté d'identification et de mobilisation des associations de migrants, difficulté à caler un calendrier commun pour les enquêtes, difficultés de déplacement...

Site : www.grdr.org/education-au-co-developpement-au,185.html

Cette porosité entre les sphères associative et publique peut faciliter la mise en œuvre des projets, mais aussi l'évolution des mentalités : « *en tant que militant associatif, reconnaît Jaafar Ait Haddou, j'appelais au boycott des élections, et le jour où, en tant que président de commune, j'ai décidé d'intégrer la participation des associations aux actions communales, j'ai vraiment regretté mon appel au boycott passé !* » Cela préfigure une forme de gestion participative de la vie publique, dont témoigne également un participant venu de Tiznit, où « *beaucoup de projets ont été entamés avec une approche participative. Vous êtes invités à venir pour constater la participation des migrants et voir comment ils sont intégrés dans le développement de leur ville !* »

Tout n'est pas réglé pour autant, et les vieux réflexes et les résistances demeurent nombreux.

Abderrahmane Benkerroum (Fédération des associations de Figuig Maroc-France) relève qu'« *il y a 6 000 immigrés en France qui viennent de Figuig, et 11 000 habitants à Figuig. Et malgré ces chiffres, on a du mal à se coordonner, et à interpeller les élus. On les a interpellés pour suivre une formation, cela fait des années, et rien ne change...* » Du côté des élus, Rahmatouca Sow Dièye invoque « *un besoin de transparence, de bonne gouvernance, de gestion participative et de plus de place pour les femmes notamment* » – une recommandation qui s'applique aussi bien aux associations qu'aux collectivités locales. « *Au Sénégal, les collectivités*

De la rencontre entre acteurs associatifs et autorités locales peuvent naître des expériences intéressantes, à même de jeter les bases d'une nouvelle conception du développement et de la démocratie.

Haut-conseil des Maliens de France

La radio rurale de Kayes, outil de développement local

Le Mali a été dirigé par un pouvoir militaire dictatorial entre 1968 et 1991. À la fin de la dictature, la situation économique du pays était très mauvaise. La population du pays est rurale à 80 %, et la région de Kayes était l'une des plus délaissées. C'est dans ce contexte que les migrants ont décidé de prendre le destin de leur région en main, dans les années 80, par l'intermédiaire d'associations qui ont permis la construction d'infrastructures publiques (écoles, centres de santé) et la création de coopératives pour assurer l'approvisionnement en biens de première nécessité (denrées

alimentaires...) à un moindre coût. L'idée de lancer une radio est née d'un besoin de communiquer exprimé par les associations locales de développement (créées sur place comme les correspondantes des associations de migrants, et dans certains cas animées par d'anciens migrants rentrés au Mali). Gao, une ONG italienne, a pris en compte cette demande et a mis en place la première radio rurale d'Afrique de l'Ouest indépendante de l'État. Celle-ci a été d'abord un outil d'éducation des populations, qui l'ont adoptée en animant des

cours d'alphabétisation et des débats et des échanges culturels, toujours en langues locales. Peu à peu, elle sert de moyens de transmission de nouvelles. En 1990, quand l'ONG quitte précipitamment le Mali du jour au lendemain, les associations locales se retrouvent seules, avec leurs maigres moyens, pour faire face à l'ensemble des charges de fonctionnement. Les migrants créent alors une association de soutien à la radio. Celle-ci fait preuve de créativité en lançant un service de transmission rapide, par fax, des commandes de vivres des migrants pour leurs familles au

doivent prendre en compte les actions des associations de migrants, et la prise de participation des femmes toujours plus importante.»

L'élue dakaroise livre également une piste de réflexion pour un partage des tâches entre l'un et l'autre de ces acteurs, qui puisse garantir des projets viables : « *un des enjeux importants, c'est la place des migrants, leur coopération. Quelle place les collectivités locales doivent-elles leur faire ? Quel cadre existe-t-il ? Le développement local doit être défini avec les populations, les associations, la société civile. Il existe un dispositif à Dakar pour mettre en place ce cadre. Il faut distinguer, dans les actions, d'une part les actions ponctuelles (construction des infrastructures) qui reviennent normalement aux collectivités, et d'autre part la gestion de ces infrastructures (cours dans une école) qui peut par exemple être faite par les associations.»*

Innovations et nouvelles pratiques démocratiques

De la rencontre entre acteurs associatifs et autorités locales peuvent naître des expériences intéressantes, à même de jeter les bases d'une nouvelle conception non seulement du développement, mais de la démocratie.

Citant l'exemple de la radio locale créée dans la région de Kayes, Hamedy Diarra souligne que « *ce projet a favorisé la coopération entre différents acteurs (associations de migrants, associations locales, fondations, collectivités locales françaises) et permis de créer les conditions d'une autonomie d'un outil important, pour le développement de la région. La Radio rurale reste un vecteur de mobilisation pour les différents acteurs de "la vie de la cité".* » Pour sa part, le projet « *Éducation au co-développement au Mali* »

pays. Avant l'apparition de ce service, il fallait attendre le départ d'une personne pour lui remettre les commandes de denrées alimentaires ou autres biens de première nécessité. Désormais, les commandes sont envoyées par fax à la radio rurale, qui informe par radio les gérants des coopératives concernées dans les minutes qui suivent. Ce produit rencontre un grand succès et procure de nouvelles recettes à la radio.

Cette expérience réussie a encouragé la réflexion des associations de migrants pour la recherche d'autres pistes susceptibles de contribuer à

l'autonomie de la radio. À cette époque, il n'y avait qu'un seul hôtel et deux centres d'hébergement à Kayes. La réflexion a abouti à l'aménagement d'une partie du bâtiment abritant la radio en centre d'hébergement, avec des chambres plus confortables qu'ailleurs et un service de restauration.

A force de promotion, y compris en France, le centre devient le lieu le plus fréquenté et la radio devient une entreprise. Au milieu des années 90, elle bénéficie du soutien de Conseils régionaux (Ile-de-France et Nord-Pas-de-Calais) et de la Fondation Abbé Pierre,

qui financent chacun une des pistes identifiées comme sources de son autonomie ou de son développement : embauche d'un gestionnaire professionnel, extension de son rayon d'émission dans la région, construction d'un bâtiment avec de nouvelles chambres, de salles de réunion et de conférence, d'une salle équipée de moyens modernes de communication (téléphone, fax, internet, etc.).

Devenue une véritable entreprise, la radio rurale de Kayes emploie aujourd'hui une dizaine de personnes.

Site de la radio :

www.radioruraledekayes.net

est à l'origine de la création d'un « espace de concertation, l'Espace Migration et développement en région de Kayes (EMDK), créé pour construire et porter un plaidoyer sur les migrations en vue de nourrir les politiques au Nord et au Sud », explique Habaye Ansari (GRDR). À cet espace vient s'ajouter « une plate-forme multi-acteurs régionale comme lieu d'échanges, de validation et de diffusion des "bonnes pratiques" de co-développement, et premier nœud du réseau malien sur la problématique "migrations pour le développement" ».

Pour Kamal Lahbib, secrétaire général du FMAS, s'exprimant pour le Forum des élus locaux du Maroc, « l'objectif qui doit être poursuivi est d'établir un dialogue et surtout une clarification des positions et des rôles, et de trouver des pistes pour favoriser une nouvelle approche du développement et pallier la carence associative, afin de permettre à la population de participer. La démocratie participative est encore trop rare dans les discours des politiques et des élus. C'est un concept politique, mais c'est avant tout une démarche, et également un budget à prévoir : les

IDD / IFAD-FMAS / Touya pour l'action féminine

Le projet « Associations migrantes, associations villageoises : une mise en réseau

Le projet « Associations migrantes, associations villageoises » résulte du partenariat entre trois associations regroupées en consortium : IDD (réseau d'associations issues de l'immigration, Paris), Touya pour l'action féminine (association féminine, Al Hoceima), et IFAD-FMAS (Institut de formation des agents de développement, Rabat). Ce consortium a été déterminant pour la construction de ce projet, qui vise à créer une dynamique au niveau local, régional et international, à travers quatre volets :

1. La formation-action : sept sessions de formation d'une semaine tous les deux mois, pour 25 personnes (13 femmes et 12 hommes), avec des périodes intermédiaires de mise en pratique des savoirs acquis au sein de leurs associations.

Objectifs : appuyer les associations locales, capitaliser et valoriser ces activités auprès des associations partenaires, stimuler les échanges entre stagiaires.

2. L'accompagnement des projets sur le terrain, à travers le suivi et l'appui des activités mises en œuvre par les associations partenaires des membres du réseau IDD, et notamment des associations bénéficiaires de la formation action.

3. Le développement des relations Sud / Sud / Nord, autrement dit la mise en réseau régionale et internationale : réflexion et construction des dynamiques associatives autour des pôles régionaux au Maroc (nord-est, centre et sud), organisation de rencontres nationales régulières du réseau IDD en France et au Maroc,

d'un atelier inter-diasporas en France, du séminaire « Migrations et développement : une dynamique Sud/Sud/Nord » à Agadir...

4. Activités dans l'immigration : intégrer des réseaux de solidarité internationale, mener des actions de sensibilisation et de plaidoyer, s'impliquer dans des événements relatifs aux migrations et à la solidarité internationale (Forums sociaux, Réseau Eunomad, Sommet citoyen sur les migrations). La formation-action, l'un des volets les plus marquants du projet, c'est, précise Christiane Dardé (IFAD), une démarche construite dans le cadre du partenariat entre IFAD et IDD : les principales thématiques issues du diagnostic de départ et relativement « classiques », comme la compréhension du développement local, le

priorités dans les plans de développement doivent être prises en charge par les budgets des communes.»

Dans cette perspective, conclut-il, « il y a une bataille à mener pour le développement de chartes communes aux collectivités locales et aux associations, pour un processus électoral transparent avec des gens honnêtes. Il faut reconnaître qu'il y a des limites à la démocratie représentative : 45 % des gens ne sont pas représentés, les contestataires d'hier sont devenus les élus locaux d'aujourd'hui... voyons combien de temps ils peuvent tenir.»

Des avancées, des blocages

La somme de ces expériences pose autant de questions qu'elle apporte de réponses. Cela concerne en tout premier lieu la façon de mieux faire converger l'élan associatif et les prérogatives des élus. «*Quid de l'autonomie du tissu associatif par rapport aux élus ? La dépendance du tissu associatif n'est-elle pas encouragée ?*», s'interroge notamment Lahoucine Hamiki (Espace Sud, Bouizakarne), pour qui le secteur associatif marocain «*a besoin d'un cadre juridique, d'un partenariat où les responsabilités*

pour un développement local et solidaire au Maroc »

montage de projet, la communication, ont pu évoluer, de façon souple, au gré des attentes des participants et des thèmes identifiés comme prioritaires par les associations du consortium (tels que la réflexion sur le réseautage). Ce processus, qui mettait en son cœur les stagiaires (permanents, animateurs ou membres des bureaux de leur association), représente une « petite innovation », de par les liens créés entre individus et organisations, mais aussi par rapport aux défis relevés par ces ambassadeurs, malgré leurs modestes moyens. Il s'agissait, en tant que « passeurs » des savoirs, de mobiliser les compétences acquises en « salle » dans le cadre des activités de leurs associations, auprès de leurs pairs au village, tout en faisant

le lien avec les autres stagiaires du groupe. C'est pourquoi réfléchir à l'impact de tout cela était important, ne serait-ce que pour connaître ce qui a pu changer par ce processus et pour améliorer nos démarches, capitaliser en fait. Aujourd'hui, les stagiaires soulignent un certain nombre d'acquis, à mettre au crédit de la formation-action. Selon Abdelhadi Drider, stagiaire au titre d'Espace Sud, les trois niveaux d'impacts analysés par le groupe dans le cadre de la formation, et mis au débat lors du séminaire national de Mehdiya, ressortent comme suit. Au plan personnel tout d'abord : en termes de confiance en soi, de capacité à communiquer, de développement de leur savoir-faire et de leur savoir-être, de partage des compétences

acquises. Pour leurs associations ensuite : à la fois au plan pratique et par une nouvelle approche du travail sur le terrain, par l'ouverture sur les jeunes, et une plus grande place faite aux femmes, etc. Concernant l'environnement de leurs associations enfin : dans la relation avec la population, l'accroissement des bénéficiaires ou encore la relation avec les autres acteurs. Les recommandations que certains peuvent formuler sont de donner une priorité au suivi, de rechercher une communication optimum entre les associations et d'assurer les conditions pour la pérennisation des postes des permanents dans leurs associations d'origine.

Blog : <http://idd-fmasifad-touya.blogspot.com>

des élus et des associations doivent être précisées, où le tissu associatif serait invité à s'impliquer un peu plus dans les projets locaux. La charte communale telle qu'elle existe pose problème dans sa conception, le rôle du tissu associatif n'est pas précisé.» Certes, rappelle Kamal Lahbib, «l'État marocain a développé au niveau national le plan de développement communal afin d'obliger les communes à agir localement en concertation avec les associations. Malgré cette avancée institutionnelle, il faut néanmoins constater que seules 10 % des communes ont effectivement pu présenter un plan avant la fin 2010, comme il leur avait été demandé.»

Au Sénégal, « beaucoup de migrants ont des actions de coopération décentralisée depuis d'autres villes du Nord, selon Rahmatouca Sow Dièye. Quand ils vont voir les collectivités du Sud, se pose alors la question de savoir qui va suivre ces financements institutionnels et la réalisation des ouvrages techniques depuis le sud. Il existe à Dakar une plateforme utile et nécessaire à cet effet, qui doit être encore plus utilisée. Les moyens existent, il faut s'en saisir. »

L'évolution peut aussi passer par un autre cadre, tel que l'intercommunalité « à la malienne », comme la définit un participant, et que Salifou Konaré présente ainsi : « nous avons été la première intercommunalité, avant même que l'État fasse des textes de loi sur ça. Certains articles permettaient aux communes de s'associer. J'ai assisté à la mise en place de six ou sept intercommunalités. Mais il faut un engagement politique pour se défaire de certains rôles et décider de faire ensemble. Nous sommes en train de réaliser un répertoire sur les investissements des migrants. Il faut, pour continuer, que les migrants voient ce à quoi servent leurs investissements et les besoins qui doivent être couverts. »

Pour finir, un participant soulève une question cruciale, observant que « dans plusieurs projets, les associations se substituent à l'État ». Prolongeant cette

observation, qui est au cœur de ces enjeux locaux, il demande : « y a-t-il du plaidoyer auprès des États à ce sujet ? »

À ce sujet, Kamal Lahbib se veut très clair, estimant que « les associations ne doivent ni se substituer aux prérogatives de la commune, ni jouer le rôle de l'État ».

Et de poursuivre : « pour les communes, il s'agit d'un acte de mobilité sociale. Elles attendent en retour une réponse de l'État à travers son engagement. Or, pour faire rentrer au niveau local un investissement financier, l'État utilise un moyen choisi d'abord sur des critères de rapidité : l'investissement immobilier. En découlent une surenchère immobilière, et des investissements inadaptés. »

C'est précisément sur ce changement d'échelle, du local au national, que l'évolution souhaitable (et souhaitée) achoppe encore – l'État, à coups de mesures sans effets et de discours sans lendemains, refusant finalement d'assumer ses responsabilités en matière de développement local. Une question de démocratie, tout simplement ?

Une indignation féconde

Youssef Laaraj (IFAD), modérateur de la deuxième table-ronde, conclut en énonçant une triple nécessité de « développement d'actions en faveur de la démocratie participative et représentative, de promotion de synergies et interactions positives entre acteurs dans le cadre de partenariats transparents et crédibles, et de renforcement de l'action en faveur d'une vie associative mieux organisée, plus forte et porteuse de citoyenneté active ». Ce que Chadia Arab, paraphrasant Stéphane Hessel, résume par l'idée que « "s'indigner c'est créer, et créer c'est s'indigner". On peut retrouver ce slogan sur toutes les activités, les actions, les pratiques qu'on a pu observer sur le terrain. S'indigner c'est résister, innover, relever la tête, c'est créer. C'est-à-dire une contestation constructive. »

« S'indigner c'est résister, innover, relever la tête, c'est créer. C'est-à-dire une contestation constructive. »



Ateliers thématiques

Restitutions et recommandations



Atelier 1

Les bibliothèques rurales et l'éducation dans le milieu rural

Une précision s'impose d'emblée : une bibliothèque rurale est plus un lieu de rencontre entre les différents groupes (femmes, enfants, hommes, adultes et jeunes) qu'une bibliothèque au sens premier du terme.

Quatre axes de travail se sont dégagés de l'atelier : le plaidoyer, les infrastructures, un espace d'épanouissement et les échanges.

-Le plaidoyer : même si l'école au Maroc est obligatoire dans les textes, elle ne l'est pas dans les faits. C'est un droit fondamental qui doit être respecté. Il faut aussi l'égalité ville-campagne : la campagne est de plus en plus défavorisée, dans les villes il y a de plus en plus de privatisation de l'école (les gens qui sont défavorisés sont à l'école publique) : pour un centime dépensé en ville, un centime doit être dépensé à la campagne, et l'encadrement doit être exactement le même (dans les écoles de campagne, avec les distances à parcourir, les instituteurs sont laissés à eux-mêmes, très peu suivis, les inspections sont peu approfondies). Il faut aussi un renforcement du partenariat écoles rurales-associations villageoises (ces dernières devant venir en appui sur tout ce qui est matériel, fournitures, etc.), l'implication directe des familles (dont beaucoup sont analphabètes), le renforcement des associations de parents d'élèves, le renforcement de l'école publique, la création de préscolaire en arabe (dimension fondamentale en milieu rural, où c'est la première forme de socialisation de l'enfant pour l'enfant), la mise en place d'autres structures éducatives (maisons de jeunes,

bibliothèques, ludothèques, médiathèques, maisons familiales rurales, maisons de la femme et de l'enfant).

- Les infrastructures : il faut les moderniser, et réaliser une intégration spatiale et culturelle dans l'environnement de l'école, car les écoles sont souvent « plantées là » entre deux villages, n'ont généralement pas de clôture... Finalement, elles n'appartiennent à personne et aucun village ne se les approprie. Il y a aussi le problème de l'accessibilité et de la proximité (certaines écoles en milieu rural n'étant pas accessibles toute l'année) et de la pérennité et l'utilité de l'action (rémunération et formation des éducateurs...).

- Les espaces d'épanouissement : ce qui devrait les qualifier, c'est la qualité de l'animation, la formation continue, la responsabilisation (c'est-à-dire le développement du sens civique, le respect de l'autre sous forme de jeux afin de mettre les enfants en situation), l'intégration, la créativité et la motivation, les notions de solidarité, tolérance, ouverture et curiosité, l'éthique, le préscolaire, les espaces de jeux, l'accompagnement (des instituteurs), le matériel adapté, la sécurité, l'hygiène et la qualité, le post-scolaire, l'expérimentation (artistique, liberté, démocratie, civisme... adaptés à la tradition).

- Les échanges entre différents pays : réseautage, correspondances, partenariat associatif, mixité, visites croisées, partage, diffusion, e-mails, vidéoconférences, espaces numériques de travail (avec double entrée: enfants et gens des villages)...

Atelier 2



L'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire (ESS) est un modèle économique qui met l'Homme au centre de ses préoccupations

Cette économie développe des activités menées par des structures au fonctionnement démocratique, qui ont pour objectif principal non pas le profit mais leur impact social, et qui s'inscrivent dans un territoire donné. Les valeurs qu'elles promeuvent (démocratie et plus-value sociétale) font écho aux valeurs des cultures traditionnelles, où l'esprit communautaire prédomine. Quatre grands secteurs d'activités la composent : les finances solidaires, le commerce équitable, le tourisme solidaire, l'insertion par l'économique.

Les témoignages apportés montrent que les activités d'ESS au Maroc, débutées il y a moins de dix ans, reposent aujourd'hui sur des entreprises pérennes (à dimensions parfois très importantes) et sur un réseau national, le REMESS, ancré dans une dynamique internationale et altermondialiste, qui a pour vocation de promouvoir l'ESS à l'échelle nationale, et pour ambition affichée de relier le Maroc au continent africain. Créé en février 2006, constitué de 31 organisations regroupées en cinq pôles régionaux, il a ainsi été à l'initiative d'un séminaire international à Salé en novembre 2010, qui a vu naître le Réseau africain de l'ESS (RAESS). Les échanges sur les limites et les écueils des pratiques d'ESS observées aujourd'hui au Maroc, ont permis de définir trois grandes axes de recommandations afin de favoriser l'appropriation et la propagation de ce modèle économique au niveau marocain :

1. L'ESS bénéficie d'un effet de mode, avec le risque de structures qui n'ont de sociale et solidaire que l'étiquette : **quelles organisations faut-il mettre en place afin de garantir la mise en œuvre des valeurs du concept d'ESS ?**

2. L'ESS est nécessairement en compétition avec le secteur concurrentiel marchand qui s'inscrit dans une logique de profit. Sans adopter cette logique, les structures de l'ESS doivent atteindre leur équilibre financier : **quels modes d'organisation faut-il mettre en place pour rester compétitif dans le monde marchand ?**

3. Faute d'impact, l'ESS deviendra vite une coquille vide : **quels impacts de l'ESS sur le développement local faut-il privilégier (territoire, environnement, emploi des jeunes) et comment les mesurer, les évaluer ?**

Ces questions ont suscité de nouveaux échanges qui ont abouti à l'élaboration de quatre grandes catégories de propositions / recommandations d'action (reconstruction du concept) :

1. Dans le but de **définir de façon claire et consensuelle les valeurs de l'ESS** puis de **garantir leur mise en œuvre**, sont préconisés : **l'organisation d'états généraux** qui réuniraient chercheurs, juristes, personnes ressource de terrain qui seraient chargés de rédiger une charte commune à tous les acteurs ainsi que des règles pour assurer la moralisation des différentes initiatives ; **l'implication des acteurs à la base** dans les processus de prises de décision par leur participation aux instances institutionnelles sans que l'analphabétisme ou l'illettrisme ne soient un frein à leur participation ; **la mise en réseau des différentes structures** afin de mieux valoriser ; les

compétences des différentes catégories d'acteurs ; **la reconnaissance du rôle d'intermédiation de l'entreprise** entre les différentes catégories d'acteurs (bénéficiaires finaux, consommateurs, élus locaux, services de l'état) ; **une meilleure compréhension du changement social et des mentalités** (notamment des femmes et de l'évolution de leur rôle dans la famille et la communauté) et l'accompagnement de ces changements.

2. Afin de professionnaliser les actions et permettre leur inscription dans le contexte économique dominant, sont recommandés : **l'articulation des activités économiques et sociales dans un projet global**, basé sur les besoins de la population locale, prenant en compte leurs moyens et capacités et en lien avec les autorités locales, les associations locales et les associations de migrants ; **la systématisation des études de faisabilité, de marché et l'analyse des débouchés commerciaux et de la concurrence** préalablement à toute action ; **une veille commerciale et la recherche permanente de la qualité des produits** (analyse, labellisation, certification) ; **l'autonomisation des structures économiques** par rapport à l'association qui en a été à l'origine, par la constitution de coopératives de producteurs, de Sarl, etc., sans pour autant que la dimension sociale de l'action ne soit oubliée la juste rétribution des acteurs à la base, tout en étant attentif à ce que le prix de revient reste compétitif ; **la formation professionnelle des acteurs à la base** ; **une communication transparente et cohérente vers les consommateurs**, qui les informe en toute

transparence sur l'objet social de l'entreprise et le surcoût que représente le volet social du produit qu'ils achètent ; **un discours marketing qui contribue à l'évolution des mentalités**.

3. Pour l'ancrage de l'ESS dans une dynamique territoriale de développement, sont proposés : la préservation des ressources exploitées et la protection de l'environnement ; le respect et la sauvegarde du patrimoine (culturel, architectural, etc.), la mise en valeur des systèmes traditionnels d'exploitation des ressources ; la prise en compte du rôle et des responsabilités des collectivités locales ; le réinvestissement local des ressources financières générées dans des projets de développement communautaires, définis avec les populations ; le souci du maintien des populations locales sur place ; la facilitation et la valorisation des investissements financiers des migrants dans l'ESS de leur région d'origine.

4. Pour une inscription dans une dynamique citoyenne, équilibrée entre le Nord et le Sud, en interpellation et en co-action avec les autorités, sont privilégiés : la valorisation des compétences et des savoir-faire marocains, et d'une manière plus large du Sud ; la valorisation des initiatives de la société civile et de ses capacités à être force de proposition par rapport à l'état ; des liens avec les structures du Nord dans une relation de partenariat, d'égal à égal ; un plaidoyer pour une évolution des législations relatives aux activités économiques et sociales, aux plans tant national qu'international.





Atelier 3

La participation citoyenne des femmes dans le développement local

De nombreux efforts ont été entrepris dans le domaine de la formation à la participation citoyenne des femmes. Mais dans quelle mesure la majorité des activités proposées par les associations ne prolongent et ne confortent-elles pas, à l'extérieur de chez elles, les rôles traditionnellement attribués aux femmes dans les sociétés concernées ? Un débat s'est engagé sur l'opportunité d'élargir le panel d'activités offertes. Ce que l'implication dans des associations change à long terme pour les femmes :

- une plus grande confiance en soi, une facilitation de la prise de parole ;
- une autonomisation par rapport aux hommes et l'investissement de champs d'activités dont elles sont souvent exclues ;
- des opportunités de sociabilisation.

Ce que la participation aux associations de développement local apporte aux femmes :

- une perception du développement plus axée sur la santé et l'éducation, se démarquant de perceptions plus dominantes (dimension économique, infrastructures, etc.) ;
- un fonctionnement différent au niveau organisationnel (dans les Forums sociaux par exemple, les mouvements féminins laissent plus de place à l'expression de différentes opinions).

Des freins à la participation subsistent dans les mentalités :

- les associations de développement sont généralement dominées par les hommes, les femmes étant souvent confinées dans des rôles subalternes ;
- les hommes doutent de l'utilité d'intégrer des femmes dans leurs actions citoyennes ou de développement, y compris pour les actions en direction des femmes ;
- les femmes s'engageant dans la société civile ou

politique sont souvent mal considérées, perçues comme de mauvaises épouses/mères.

Les femmes expriment le besoin d'avoir un rôle, un travail et une contribution à la société qui soient acceptés, accompagnés et mieux reconnus. Un débat s'est engagé sur ce qu'est la citoyenneté. Pour cela s'affirme notamment un besoin de sensibilisation dans le domaine juridique, et d'encouragement à s'inscrire sur les listes électorales.

Quelle est la portée des actions actuelles dans ce domaine ? Pour certains, l'idée que les associations permettent aux femmes de sortir de chez elles, de se regrouper, autour de thèmes tels que l'alphabétisation ou le droit des femmes, représente déjà une avancée considérable et pose les conditions favorables à un engagement citoyen plus approfondi. Pour d'autres en revanche, le rôle de sociabilisation des associations, s'il est important, est toutefois insuffisant pour permettre aux femmes de se positionner sur le devant de la scène politique et associative locale, voire même à un niveau national et international.

Les propositions formulées sont les suivantes :

- soutenir, accompagner et pérenniser les associations de femmes, reconnaître que ce sont des associations citoyennes, travailler à la formation des cadres des associations, assurer le fonctionnement démocratique des associations ;
- ne pas limiter les activités des associations aux rôles traditionnels des femmes, ouvrir sur des activités plus larges (ex. participation aux débats de société), ne pas rester enfermées entre femmes ;
- ouvrir sur le national et l'international : échanges d'informations, d'outils et de pratiques, mobilité, échanges des acteurs pour passer du local à l'international.

Atelier 4



Jeunes et solidarité internationale

Après un tour de table sur les expériences de chacun et sur le thème, un échange a permis à chacun de parler de ce qu'il entendait dans les deux mots « jeunes » et « solidarité internationale ».

Ont été abordés :

- les chantiers jeunes et l'expérience qui en découlait ;

- la prise de confiance des jeunes à travers la découverte du monde ;

- les initiatives locales comme un préalable à l'international ;

- la solidarité internationale comme tremplin vers un emploi ;

- la différence d'approche de la solidarité internationale en France et au Maroc : en France il est évident que ces deux termes qui vont ensemble, au Maroc on parle plus de « développement local » que de « solidarité internationale » ;

- le phénomène de démotivation, et comment faire pour remotiver les jeunes et redonner du sens à l'action jeune ;

- la démocratie ;

- la question du genre ;

- la question des moyens ;

- la réciprocité dans les échanges.

Les idées et suggestions qui en découlent sont de différents ordres :

- la nécessité d'une mixité culturelle et sociale, et notamment d'inclure des jeunes défavorisés, car c'est eux qui ont le moins l'occasion de voyager, et comme « les voyages forment la jeunesse »...

- le fonctionnement qui devait être adapté en fonction du contexte ;

- les différentes formes d'engagements, qui doivent s'inscrire sur des réalités locales ;

- la nécessité de s'adapter aux centres d'intérêts des jeunes, en partant de ce qu'ils sont, de ce qu'ils font, en exploitant leurs compétences pour les valoriser et qu'ils deviennent acteurs du développement – une façon aussi de lutter contre la perte de confiance ;

- le besoin de valorisation et de responsabilisation de l'action jeune, et la mobilisation de la jeunesse ;

- la nécessité de sensibiliser la jeunesse à la solidarité internationale en faisant connaître ce qui existe, en valorisant les initiatives locales, la mixité interculturelle et sociale, en développant de nouvelles formes d'expression artistique, en dépassant les contraintes liées à la mobilité (les jeunes issus des pays du Sud n'ont pas les mêmes facilités de déplacement) grâce, par exemple, à l'utilisation des nouvelles technologies ;

- la nécessité de l'encadrement, de la formation ;

- l'intérêt de capitaliser les bonnes pratiques liées aux chantiers de solidarité internationale, dans l'intérêt du développement.

Les conditions de circulation d'un Etat à l'autre ont changé, en particulier depuis la fermeture des frontières européennes, qui a eu des répercussions sur les migrants au Maroc, sous la forme de contrôles accrus, de limitation de la circulation aux frontières marocaines, de criminalisation et de blocage – la législation étant restrictive, voire verrouillée, quant aux perspectives d'insertion et de régularisation.

Au Maroc, ces blocages et ces contrôles ont été accompagnés d'une recrudescence des violations des droits des migrants et d'une suspicion d'émigration clandestine, en particulier pour les ressortissants des pays d'Afrique subsaharienne.

La loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Maroc, adoptée le 11 novembre 2003, a marqué l'engagement du Maroc à participer à cette politique de condamnation de la migration et de criminalisation des migrants en condamnant l'émigration sans papiers (devenue un délit) et l'assistance à cette émigration, en verrouillant toute régularisation pour tout étranger « entré ou résidant de manière irrégulière sur le territoire », et en donnant un pouvoir discrétionnaire à l'administration et à la police, notamment pour permettre ou refuser l'entrée d'un étranger sur le territoire.

Au-delà de cette loi, la pratique fait que des étrangers pouvant prétendre à des droits (notamment ceux d'être régularisé sur le territoire, d'avoir accès au recours contre des décisions et d'être traité sans discrimination) en sont privés.

La fermeture des frontières (d'abord au niveau européen, puis avec une contamination notamment au nord de l'Afrique), la lutte contre la migration irrégulière, les abus de l'administration et les discriminations ont des conséquences sur les droits des migrants. Ceux-ci subissent de nombreuses entraves discriminatoires, illégales mais difficiles à prouver, car liées aux pratiques ou au pouvoir discrétionnaire accordé à l'administration marocaine.

Il n'est pas avéré que le nombre de migrants subsahariens au Maroc ait explosé. Parmi les migrants bloqués au Maroc, les uns s'installent, d'autres vont ailleurs. La mobilité se poursuit.

Si les Subsahariens ne sont pas les seuls à être en situation administrative irrégulière, ils pâtissent davantage des contrôles et refoulements illégaux aux frontières. Ce traitement et ces violations des droits blessent les migrants non seulement physiquement, mais aussi psychologiquement. Le cadre juridique marocain, qui peut être contesté sur certains points, prévoit des réponses en termes de protection et de réparation. C'est essentiellement la pratique qui fait défaut, en particulier pour les migrants subsahariens.

Ces restrictions et discriminations, qui considèrent a priori certains migrants comme de potentiels migrants « illégaux », voire comme de potentielles « menaces à l'ordre public », ne permettent pas à ceux-ci de s'intégrer et entrave leur participation à l'entretien de leur famille et au développement de leur pays d'origine. La question des transferts de fonds est emblématique et paradoxale, dans un pays comme le Maroc : le pays

bénéficie largement des transferts de ses ressortissants à l'étranger, mais ne permet pas aux étrangers résidant au Maroc d'effectuer de tels transferts.

Face à une telle situation, l'urgence est de :

- **contribuer à résoudre la situation inhumaine des Subsahariens** dans plusieurs régions du Maroc ;
- **renforcer le respect des droits de l'Homme et des migrants** sur l'application des droits fondamentaux, et interpellier l'État pour le respect de ces droits ;
- **sensibiliser la société civile, la population**, contre les stéréotypes discriminatoires ;
- **renforcer les liens d'interculturalité** pour déstigmatiser le regard vis-à-vis des migrants et des réfugiés, et rendre visible la problématique des migrants subsahariens, notamment sur les cas de violences dont ils sont victimes ;
- **mobiliser les médias** pour changer la manière de traiter la problématique des migrations ;

- **accorder plus d'intérêt aux problématiques des migrations Sud-Sud**, et revoir terminologie relative aux migrants ;

- **permettre aux migrants subsahariens de s'intégrer, de s'insérer dans la société** aux niveaux social et économique, et encourager les initiatives individuelles ;

- **encourager une politique d'insertion pertinente** à l'égard des activités génératrices de revenus ;

- **mettre en commun et renforcer les efforts** déployés par les acteurs de la société civile vis-à-vis des migrants ;

- **impliquer et sensibiliser les représentations diplomatiques** dans les résolutions des problèmes des migrants en situation difficile.

En fin de compte, nous devons nous interroger sur l'image que nous avons de l'autre ou des autres (notamment subsaharien mais pas seulement), sur la désinformation et les préjugés qui nous habitent et accentuent ce fossé entre nous et les autres, notamment dans notre manière d'appréhender la question migratoire.





Conclusion

Les quatre journées de la rencontre internationale sur le thème « Migrations et développement : quelle dynamique Sud / Sud / Nord ? » ont tenté de donner une réponse à cette interrogation. Nous pouvons considérer que ce lien aussi bien thématique que géographique a été prometteur.

Plusieurs leçons peuvent être tirées :

- La pertinence de l'apport des migrants au développement local a été vérifiée à travers les dynamiques à l'œuvre dans les villages que nous avons visités. Cet apport se fait dans les deux sens, dans la mesure où les migrants doivent être à l'écoute des besoins des populations villageoises, pour permettre un véritable développement renforçant les valeurs de solidarité et de citoyenneté.

- L'importance du lien entre acteurs de la société civile et élus locaux, seule manière de construire des projets de développement au service des populations.

- La nécessité de s'ouvrir sur le monde à travers le renforcement des échanges Sud / Sud / Nord, et la projection sur les dynamiques des forums sociaux – aussi bien régionaux que mondiaux. La présence de responsables associatifs et d'élus locaux subsahariens a été précieuse. Elle a permis la confrontation des expériences et des regards.

- Le lien entre action et réflexion, avec l'apport de chercheurs et d'universitaires, a été d'une grande utilité, permettant du recul et de la réflexion féconde.

Ces quelques leçons ne peuvent se suffire à elles mêmes sans le facteur humain. Tout au long de cette rencontre aussi bien sur le terrain que lors du séminaire, nous avons côtoyé des hommes et des femmes désireux de changer positivement leur environnement.

Nous tenons à remercier les habitants des villages qui nous ont accueillis chaleureusement, les participants subsahariens qui nous ont enrichis de leurs expériences, les chercheurs qui ont contribué à donner du sens à nos actions, les acteurs associatifs d'ici et de là-bas qui agissent quotidiennement pour un développement solidaire.

Abdallah Zniber

Idée d'espoir

par Paguy Shako

On vous a menti sur l'argent et les promesses non tenues.
On vous a menti sur les routes restées inachevées
Sur votre contrée qu'on devait soi-disant désenclaver.
On vous ment à chaque instant en jetant sur vous le dévolu, les charges, les amendes indues.

Beaucoup ont cru que vous étiez des incapables.
Certains pensent même que vous étiez malades
Que la Haine circulait dans vos gènes.
Que plongés dans l'oubli vous seriez inaptes à briser vos chaînes.

On a dit que votre Peuple était le Maroc inutile.
On a dit que votre région était vouée à l'extinction.
On a dit que vous n'étiez pas assez entrés dans la civilisation.
On a dit que votre culture était futile.

Ils ont voulu que sur vous s'éteigne la lumière.
Ils ont voulu de toute éternité vous faire taire.
Ils ont cru vous appauvrir, vous voir ramper dans la misère
Vous réduire en poussière, faire de votre terre votre ultime misère.

On a écrit que votre société civile n'était que servile
Que des moyens étaient perdus dans des contrées comme Herbil.

On a écrit que chez vous tout était laid
De la petite ville Bouizakarne, jusqu'à l'Oasis de Timoulay.
On a écrit que vos assos étaient des vrais souks,
En partant des cultures d'Amal Dadès, du Gadem jusqu'à Attacharouk.

On a décrié IDD et conspué ses projets fédérateurs disant que
Oued Maït, Espace Sud,
Tamount n'étaient qu'une tribune d'imposteurs.
Que Tiwizi et Khamsa maintenaient les villageois dans l'assistanat.

A tous ces détracteurs voici notre réponse, voici la riposte.

Contre l'analphabétisme vous avez opposé la bibliothèque rurale.
Contre la paupérisation, vous avez développé l'économie locale.
Vous avez tracé des sillons d'eau jusqu'au minaret
Etendant toujours plus loin votre culture de l'orangerie.

Contre la Faim, vous avez ressuscité les oliviers et les palmiers dattiers.
Construisant chaque jour des ponts de solidarité.
Alors...

Les Hommes ont retroussé leurs manches.
Les Femmes ont osé saisir leur chance.
Les Enfants sont entrés dans la danse.

Voici que paie votre audace et persévérance.

Lentement la voie des Sahraouis s'est mêlée à celle des Amazigh et des Bédouins
Affirmant leur droit d'être de vrais citoyens marocains
Refusant le fatalisme face à la crise.
A chaque journée s'est rajoutée une pierre sur la Terre conquise.

Pris de frénésie, nombreux sont ceux qui sont venus en renfort.
A chaque projet abouti, chaque village sauvé, chacun s'est senti plus fort.
Les éclaireurs ont montré la voie d'une nouvelle vie
Ranimant les rêves oubliés d'une ancienne utopie.

Vous avez subi face à l'autocratie, mais votre modèle était la démocratie.
Vous n'avez fait que vous resserrer pour mieux résister.
IDD et tous les autres n'ont fait que réveiller,
Ce que vous pouviez sans jamais vraiment oser.

Voici que vos enfants de toute part accourent
Remplissant nos cœurs de leurs chants, de leurs rires, nous prenant la main à chaque détour.
Ces enfants de lumière scintillent de jour comme de nuit
Ne souhaitent rien ou juste un peu d'amour.

On a dit tant et tant sur vous comme sur nous que...

Aussi longtemps que l'ouverture du cœur sera notre dessein
Que la fraternité guidera nos chemins.
Aussi vrais que nous sommes tous frères
Que notre soif de liberté coule telle cette rivière...
Qui se prolonge dans nos vies et remonte jusqu'à la source.
Nous rappelle que nous sommes faits d'une seule et même souche
Aussi longtemps que nos mamans nous bercent sans cesse près d'elles.

Que notre réseau s'étend des rives de la méditerranée, de Bamako à Kigali, en passant par Dakar jusqu'aux rives du Sahel.
C'est que nous fortifions sans cesse nos passerelles.
La vérité est que nous avons balayé le crépuscule en puisant dans nos racines l'énergie de nouveaux horizons : fait de foi de FAF et d'Idées de Développement de Démocratie,
Mais surtout d'Amour...

Parce que ce n'est pas la peur qui nous anime mais l'idée d'Espoir.
Envie redoutable de réussir pour ne jamais décevoir.
Envie de montrer aux yeux des nations
Que l'immigration est une chance pour chaque génération.



IDD (Immigration Développement Démocratie)

130 rue des Poissonniers
75018 Paris (France)
Tél. : +33 (0)1 55 79 09 34
Fax : +33 (0)1 55 79 09 34
E.mail : contact@idd-reseau.org
<http://www.idd-reseau.org>



Forum des Alternatives Maroc

53 rue Melouiya, appt.16, Agdal
Rabat (Maroc)
Tél. : +212 (0)5 37 68 39 26/62
Fax : +212 (0)5 37 77 07 22
E.mail : fmas@menara.ma
<http://www.forumalternatives.org>



IDD, FMAS-IFAD, Touya
Mars 2011



Institut de Formation des Agents de Développement

c/o INTPS
6 avenue Al Majd, Quartier Yacoub El Mansour
Rabat (Maroc)
Tél. : +212 (0)5 37 79 44 49
Fax : +212 (0)5 37 79 44 57
E.mail : ifad.admin@menara.ma
<http://www.ifad.ma>



Association Touya pour l'action féminine

Rue Bir Anzarane
"Centre des sourds et muets"
Al Hoceima Maroc
E.mail : touya2001@hotmail.com
Tél. : +212 (0)5 39 98 41 01
<http://ataf2001.blogspot.com>

Cette publication a été produite avec l'assistance de l'Union européenne, à travers l'Initiative Conjointe de la Commission européenne et des Nations Unies pour la Migration et le Développement. Le contenu de cette publication ne reflète en rien la position de l'Union européenne, l'Organisation Internationale pour les Migrations, les Nations Unies à savoir le PNUD, le UNHCR, le FNUAP et l'OIT, ainsi que les Etats membres.
Site : www.migration4development.org

Egalement réalisé avec le soutien de :



**Caritas
Maroc**

